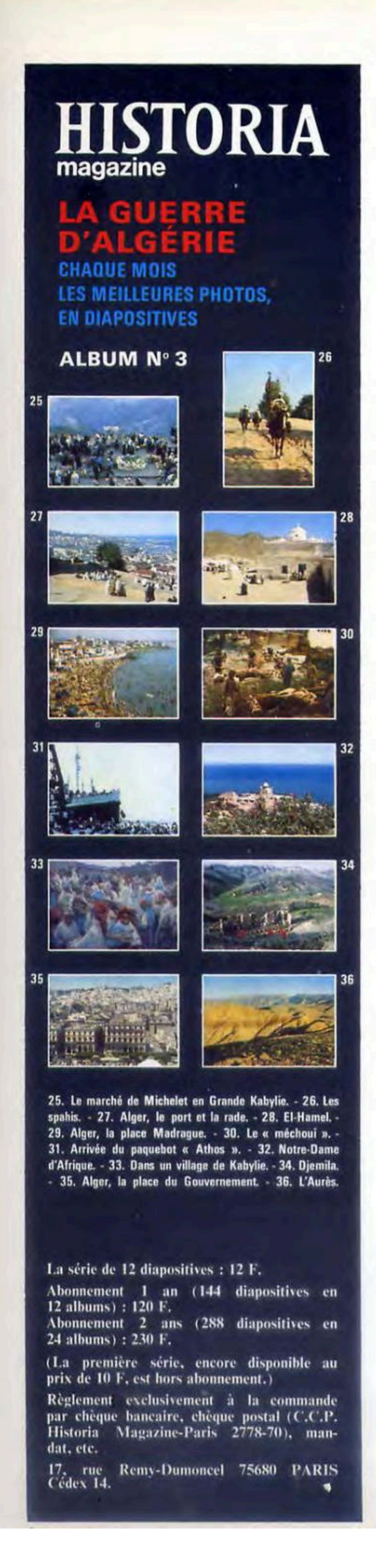
HISTORIA
magazine
61
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 269 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE

L'A.L.N. MALADE DE LA BLEUITE





D'ÉLECTIONS EN ÉLECTIONS

Jean FONTUGNE

UNE fois de plus, depuis l'investiture du général de Gaulle, les Français sont appelés aux urnes pour les élections législatives.

Le mois de novembre permettra donc au gouvernement, alors que les partis sont occupés à expliquer le vote du dernier référendum, de préparer activement d'importantes réformes judiciaires, économiques et de l'enseignement.

Promulguées par ordonnances, elles ne trouveront que peu d'opposition, sauf dans les services publics.

Sur le plan social, la trêve des derniers mois observée par les syndicats n'est pas rompue. L'inquiétude, en revanche, gagne du terrain en Algérie. Européens et musulmans, qui ont placé leur confiance dans le général de Gaulle, sont désorientés. Ils ne comprennent pas la nécessité d'une nouvelle consultation après le triomphal référendum qui a plébiscité le président du Conseil ; ils ne s'expliquent pas l'ordre donné aux militaires de se retirer des comités de salut public et de s'abstenir de toute activité politique.

Mais les résultats des élections, marqués par les succès obtenus par l'Union pour la nouvelle République et les indépendants et la défaite du parti communiste ne changeront rien aux projets politiques du général de Gaulle, qui prépare en outre son élection à la présidence de la République et de la Communauté.

Tout d'abord, il interviendra sur le plan international à l'occasion des propositions de Khrouchtchev sur le statut de Berlin. Il amorcera ensuite un spectaculaire rapprochement avec l'Allemagne lors de ses entretiens avec le chancelier Adenauer à Bad Kreuznach.

Sur le plan national, c'est toujours la solution du problème algérien qui est le centre de ses préoccupations. Sans se laisser influencer par les prises de position en faveur de l'intégration des 67 députés élus en Algérie, de Gaulle laisse annoncer par son entourage le départ prochain du général Salan. C'est un fonctionnaire civil qui le remplacera pour passer à l'exécution du « plan de Constantine ».

J. F.

NOTE DE LA RÉDACTION :

A la demande de nombreux lecteurs, nous vous précisons que vous pouvez vous procurer les numéros d'*Historia magazine - guerre d'Algérie* des mois de juillet, août et début septembre : n° **235** (42) - n° **236** (43) - n° **237** (44) - n° **238** (45) - n° **239** (46) - n° **241** (47) - n° **243** (48) chez votre marchand de journaux ou en passant commande aux Éditions Tallandier (département-ventes), 17, rue Remy-Dumoncel, Paris XIVe, en joignant le montant de votre règlement.

Sommaire n° 61 - Historia magazine n° 269



Ménager/Paris-Match

De Gaulle vote à Colombey-les-Deux-Églises. Ne voulant pas renouveler l'expérience du R.P.F., il n'a pas pris part à la campagne électorale pour les législatives du 23 novembre.

DE GAULLE SEUL MAITRE A BORD

AUTOMNE 1958... Depuis plus de trois mois, l'immense majorité des Français est sous le charme et a l'impression de vivre une expérience exaltante. En principe, la IVe République continue. L'excellent président René Coty est toujours à la tête de l'État et le général de Gaulle n'est que le chef du gouvernement. Mais les pleins pouvoirs accordés au chef ▶

déjà apparaissent les grandes options de ce qu'on appellera plus tard le gaullisme



Mellet/Paris-Match

Comme la métropole, l'Algérie doit élire ses représentants. Algériens et Algériennes ont repris le chemin des urnes.



Mellet/Paris-Match

Après une campagne terne, un vote sans enthousiasme. La participation électorale sera de 64 % seulement.



Mellet/Paris-Match

Les musulmans comprennent mal la nécessité d'une nouvelle consultation électorale et le sens de son libéralisme.

prédestiné, le sentiment d'une autorité enfin digne de ce nom, montrent que la phase de transition est déjà largement dépassée et qu'un régime nouveau, la Ve République, est déjà là.

Force est, en effet, d'admettre que le général de Gaulle a accompli en quelques semaines, avec une rare maîtrise, une œuvre déjà considérable. C'est tout le destin de la France qui vient de prendre une nouvelle direction. Les grandes options de ce qu'on appellera le « gaullisme » apparaissent déjà.

Sur un problème clé qui commande l'avenir du pays, l'économie, tout un travail discret s'effectue en profondeur sous la direction du groupe Rueff et du ministre des Finances, Antoine Pinay. De prime abord, la tâche n'est pas facile. Les caisses sont vides et les finances extérieures se caractérisent par l'existence d'un lamentable tissu de dettes et d'emprunts. Le problème apparaît donc double : rétablir l'équilibre intérieur en ramenant l'impasse de 1 200 milliards à 700 ou 600 et rétablir l'équilibre de la balance des comptes, seul moyen d'assurer l'entrée effective dans le Marché commun et même d'assurer l'existence quotidienne du pays.



Les vieux démons

Mais, pour l'heure, le plus spectaculaire n'est évidemment pas là. C'est sur le plan des institutions que s'effectue une véritable révolution. Avec le succès triomphal du référendum du 28 septembre, la France tourne le dos à des lustres d'un régime d'assemblée associé pour le moment à l'impuissance et à la déchéance. Sous une forme bicéphale, qui peut prêter à discussion, la Constitution de 1958 n'en accorde pas moins la primauté à l'exécutif. Désigné par un suffrage élargi, le président de la République nomme le premier ministre, peut dissoudre l'Assemblée nationale et, dans des circonstances exceptionnelles, recourir à l'article 16. Toute une série d'entraves permettent, en principe, d'exorciser les vieux démons parlementaires, qu'il s'agisse de la procédure de motion de censure, de l'incompatibilité entre fonctions ministérielles et mandat parlementaire.

Avec la naissance de la Communauté, c'est tout un chapitre de l'histoire coloniale française qui s'achève. En quelques jours, du 20 au 29 août, avec le périple africain du général de Gaulle, la politique coloniale a pris une nouvelle orientation. Que ce soit à Tananarive, à Brazzaville ou à Dakar, le choix n'offre aucune ambiguïté. C'est l'association ou l'indépendance. Avec le référendum, la Communauté entre dans les faits et, pour l'heure,



Vital/Paris-Match

tous les Etats africains, à l'exception de la Guinée, choisissent l'association avec la France. Formule nullement contraignante d'ailleurs, puisque l'ouverture vers l'indépendance est solennellement admise. Ainsi, comme le souligne Claude Bourdet, « en huit jours, la décolonisation de l'Afrique s'est accélérée... Il faut prendre acte de ces innovations ».

Le tournant est donc pris. L'œuvre accomplie est immense. Le général de Gaulle a procédé avec une sûreté, une habileté, un doigté, voire un brin de machiavélisme qui dénotent le chef d'Etat de race. Dans son immense majorité, le pays suit. Les protestations des anciens partis de gauche et du centre, notamment, manquent de conviction et, surtout, le référendum de septembre vient de montrer que les troupes ne suivent pas. On parle de désarroi, voire d' « intoxication ». De là à affirmer que la France aime à être commandée, il n'y a qu'un pas, que certains franchissent trop allégrement. Il n'en est pas moins vrai que, pour l'heure, le pays,

Côte à côte, de Gaulle et le président Coty défilent sur les Champs-Élysées. Coty est encore à la tête de l'État mais de Gaulle, qui a reçu les pleins pouvoirs, gouverne seul en fait. La période de transition est déjà dépassée.

après douze ans de licence politique, retrouve l'autorité avec plaisir.

Cependant, il ne faut pas s'y tromper. L'unanimité est illusoire. Le virage, ou l'amorce de régénération, comme on voudra, ne va pas sans ambiguïté. Indépendamment de l'opposition de gauche, incapable de surmonter pour le moment son désarroi, c'est dans l'extrême droite, parmi les activistes, les ultras de France et d'Algérie, chez certains gaullistes même, que se multiplient les inquiétudes, les réserves, voire les prises de position hostiles à l'égard du processus suivi et du travail accompli. Le moins qu'on puisse dire, assurément, c'est que la politique de De Gaulle n'a qu'un lointain rapport avec celle que préconisent ceux qui se présentent comme les artisans du retour au pouvoir du général. Sur un des deux ou trois problèmes clés, celui de l'Algérie, le malentendu est maintenant éclatant.



Jacques Rueff. En faveur d'une réforme économique.



Antoine Pinay. Il s'efforce de restaurer les finances.

Pour les tenants de l'Algérie française, on est arrivé, en moins de quatre mois, à la limite de la tromperie, voire de la trahison. De fait, le retour au pouvoir du général constitue, à n'en plus douter, une manière de désaveu des artisans du 13 Mai. Avec une habileté que l'on peut admirer ou blâmer, le général a réussi le tour de force de présenter son retour aux affaires comme l'expression du vœu intime de la nation, dont les prises de position d'Alger n'étaient qu'une manifestation tapageuse. En somme, le général n'a fait qu'obéir à un réflexe de régénération sorti des forces profondes du pays. D'autre part, sollicitant l'investiture de l'Assemblée elle-même, il s'est entouré de solides garanties légales, se protégeant ainsi du reproche de bonapartisme. Enfin, dans la composition de son gouvernement première manière ne figure aucun des grands ténors de l'intégration et ce n'est que tardivement que Jacques Soustelle devra se contenter d'un modeste strapontin, aux côtés des « princes du système » remis en selle.

Sur l'Algérie elle-même, le stade de l'interrogation est maintenant dépassé. Pas une seule fois le mot « intégration » n'a jailli des lèvres du général et l'expression « Algérie française » n'a été prononcée qu'à Mostaganem, dans des conditions ▶

les derniers espoirs s'effondrent... De Gaulle lève le masque

qui prêtent le flanc à toutes les exégèses. Quant à la fusion administrative préconisée par Salan et bien d'autres, elle se limite aux timbres-poste et ne concerne même pas les billets de banque! Dès fin août, on envisage le pire avec l'apparition de la Communauté où l'Algérie risque de tenir une place de choix, en attendant la sécession... *Rivarol* lance alors un avertissement : « Le général de Gaulle, que les patriotes d'Algérie avaient appelé comme le sauveur de ce qui reste d'empire, a solennellement offert l'indépendance à l'Afrique noire. Ce qui nous alarme et ce contre quoi nous ne cesserons d'appeler la vigilance de nos amis d'Algérie, c'est l'effroyable malentendu dont ils risquent de faire les frais. »

Après le référendum, les derniers espoirs s'effondrent. Malgré le succès éclatant de l'opération en Algérie, de Gaulle lève le masque. Avec le discours de Constantine, l'intégration est définitivement écartée. « L'avenir de l'Algérie, de toute façon, parce que c'est la nature des choses, sera bâti sur une double base : sa personnalité et sa solidarité étroite avec la métropole. » Dix jours plus tard, nouvelle douche glacée. Le général Salan est invité tout particulièrement à veiller à la liberté et à la régularité des futures élections législatives en Algérie. Quant aux officiers qui siègent dans les comités de salut public, ils reçoivent l'ordre de s'en retirer immédiatement. C'est un pas de taille vers le retour à « la normale ». Visiblement, le général entend ramener l'armée à sa fonction naturelle et lui retirer progressivement les tâches politiques et administratives qu'elle détenait depuis le 13 mai.



Courrière/Paris-Match

◄ La foule algéroise. C'était encore le temps des illusions. Lorsque les pieds-noirs pensaient qu'ils avaient été compris et que le conflit algérien allait rapidement prendre fin. Depuis, il y a eu l'appel à la « paix des braves ». Les possibilités de tractations inquiètent les Européens et les musulmans fidèles.

De Gaulle s'adresse ► une fois de plus au peuple algérien. Au cours de l'année 1958, il effectuera cinq voyages en Algérie. De ces voyages, il tirera les conclusions qui l'amèneront à penser que la seule voie possible pour résoudre le conflit algérien est celle de l'association et non celle de l'intégration.

L'homme de Brazzaville

Enfin, la « paix des braves » constitue un nouveau désaveu des militaires. A plusieurs reprises, Salan avait affirmé que l'armée ne pouvait accepter que la reddition des rebelles, assortie d'une large amnistie. Or, le 23 octobre, de Gaulle offre un cessez-le-feu assorti de négociations avec les représentants du F.L.N. au niveau le plus élevé. L'allusion au drapeau blanc des parlementaires ne peut dissimuler le fait que cette offre ouvre la porte à des négociations politiques. Ainsi, les activistes ont, dès lors, le sentiment d'avoir été floués. En échange de concessions de taille, collège unique, avantages économiques et sociaux accordés aux musulmans, ils n'ont rien obtenu. On en revient à la traditionnelle légalité républicaine. Le « corporatisme » est enterré. Sur l'Algérie même, rien n'est changé. C'est l'éternelle recherche du statut qui ne peut conduire qu'à l'indépendance à terme.

Dès lors, pour des hommes amers, déçus, dont le rêve s'écroule, les choses paraissent claires. Pour assurer son retour au pouvoir, de Gaulle a dissimulé ses sentiments profonds, refusant de condamner l'armée, affectant de se féliciter des fraternisations. Ce n'est qu'après avoir assuré son autorité qu'il a dévoilé ses véritables intentions, son refus maintes fois exprimé de l'intégration. Il s'est affirmé comme l'homme de toujours, celui de Brazzaville! Mais qu'en est-il? Y a-t-il eu véritablement tromperie, à défaut de malentendu?

A vrai dire, aucun élément ne permet de connaître avec certitude les idées de De Gaulle sur les questions coloniales et le problème algérien en particulier, avant le 13 Mai. Force est de se livrer, avec des succès divers, à l'exégèse de son action au moment de la guerre ou immédiatement après, au Levant, en Afrique noire ou au Maghreb. Reste aussi l'analyse des réflexions ou des boutades adressées à ceux qui l'ont suivi ou rencontré pendant la traversée du désert. A certains égards, il semble déplorer la politique d'abandon du régime des partis. « Nous perdrons tout... La Bretagne, l'Alsace, feront sécession... Il ne nous restera que l'Auvergne, parce que personne n'en voudra. »

En réalité, par tempérament, par familiarité et même par connaissance de l'Histoire, de Gaulle est convaincu que l'émancipation coloniale sera un des faits majeurs de la seconde moitié du XXe siècle. Pour les puissances colonisatrices, il s'agit surtout de ménager une transition entre la dépendance totale et l'indépendance complète. Ce stade intermédiaire

Géry/Paris-Match



19 décembre 1958, ► Paul Delouvrier, chef de la division financière de la Haute Autorité du charbon et de l'acier à Luxembourg remplacera Salan au poste de délégué général. Technicien habile, 44 ans, de la prestance, de l'autorité, Paul Delouvrier sera chargé de mettre à exécution le « plan de Constantine ».

Habans/Paris-Match

passe par l'association et, de fait, la Communauté, telle qu'elle se constitue au cours de l'été de 1958, obéit à une réflexion profonde. De toute manière, des liens économiques ou affectifs doivent subsister entre la France et ses anciennes colonies, ne serait-ce que pour constituer un de ces grands ensembles supranationaux, mais librement consentis, qui constituent également une des dynamiques du XXe siècle.

Letellier/Paris-Match



◄ **Guy Mollet, partisan de l'accession du général au pouvoir, expliquera sa prise de position en affirmant que le choix était entre de Gaulle et le *pronunciamiento* des colonels : « Dans ce cas, il y aurait eu une guerre d'Espagne sans armée républicaine et l'on aurait eu une dictature militaire pour vingt ans. »**

Sur l'Algérie, de Gaulle se montre peut-être plus hésitant. En tout cas, des différentes sources dont on dispose, il apparaît ne disposer d'aucun plan préconçu en 1958. Par raison, il penche pour l'association. La sécession serait une catastrophe, répétera-t-il à plusieurs reprises; l'intégration lui paraît difficilement réalisable, du moins dépassée. Toutefois, il ne restera pas indifférent aux manifestations de fraternisation de mai 1958. Finalement, son comportement sera double. Ne prendre aucun engagement, éviter de prononcer le mot irréversible. En même temps, se livrer à une enquête, à une étude approfondie de la situation. Au cours de la seule année 1958, le général n'effectuera pas moins de cinq voyages en Algérie.

De cette enquête personnelle, une image de l'Algérie finira par se dégager, qui dépasse largement celle du Forum. A la suite de questions précises, incisives, militaires et administrations sont bien obligés d'admettre l'ampleur de la pénétration du F.L.N., les limites de la pacification, l'immense fossé qui sépare encore Français et musulmans sur tous les plans, le caractère souvent équivoque de la fraternisation. C'est ce tableau qui confirme rapidement de Gaulle dans l'opinion que la seule voie est celle de l'association, du moins dans l'immédiat. Solution qu'il ne dévoile que progressivement, pour éviter un traumatisme trop profond et qui ne pourra se réaliser qu'avec la participation des musulmans, y compris les nationalistes modérés.

En tout cas, après le référendum, les tenants de l'Algérie française sont parfaitement conscients d'avoir perdu la première manche. Mais ils n'ont pas perdu l'espoir d'une revanche. Pour le moment, un nouveau 13 Mai est inconcevable.

Un secret espoir

La population européenne reste encore sous le coup du « Je vous ai compris » et les chefs de l'armée, pour des raisons diverses, suivent de Gaulle et sont bien décidés à maintenir l'ordre. Il faut donc livrer bataille sur un autre terrain, celui des élections législatives. Pour forcer la main à de Gaulle, car désormais la lutte est engagée, la seule solution est d'envoyer à Paris une fournée massive de députés européens ou musulmans, farouchement convertis à l'intégration.

De fait, le problème des élections domine toute la vie politique française au cours du mois d'octobre 1958. Pour toutes les ►

pour Mendès-France et Joseph Laniel, c'est un véritable Waterloo

formations, l'enjeu est d'importance. Chacun fourbit ses armes. Les partis de gauche, communistes en tête, tiennent à faire appel de l'éclatante défaite subie au moment du référendum. Pour les radicaux, il s'agit de mettre fin à une période de « convalescence ». Des accords pourront être conclus avec d'autres formations, à deux exceptions près, celles qui s'inspirent du communisme ou du fascisme. Au congrès national de la S.F.I.O., Guy Mollet jette les mêmes anathèmes. Une alliance avec les communistes est hors de question. Il ne peut y avoir de « compromission possible pour un socialiste avec les tenants du bolchevisme ». Le secrétaire général de la S.F.I.O. caresse même le secret espoir de rallier les travailleurs, « abusés par les chefs du P.C., qui ont montré lors du référendum qu'ils commençaient à se désintoxiquer ».

Si le M.R.P. fait preuve d'une extrême prudence et compte régler le cas Bidault après les élections, les indépendants caressent l'espoir de remporter une grande victoire et de jouer ainsi un rôle déterminant dans la constitution d'une « majorité cohérente et stable ». L'occasion est bonne de régler leur compte aux radicaux et surtout aux socialistes avec lesquels les indépendants ont une vieille querelle.

Un appel émouvant

« Le pays, déclare Duchet, doit choisir entre une politique dirigiste, dont il a souvent éprouvé les méfaits et une politique libérale qu'il n'a jamais connue, mais qui a fait la prospérité de quelques grandes nations. » Mais il reste une inconnue majeure, l'apparition de l'U.N.R., née des cendres de feu le R.P.F. et qui sonne le rappel de tous les gaullistes qualifiés déjà d' « inconditionnels ». On retrouve Soustelle, Chaban-Delmas, Debré, Frey, Michelet. La plupart de ces candidats sont des hommes nouveaux, issus des trois « strates » du gaullisme, à en croire les spécialistes en généalogie politique. Leur but, « renouveler et moraliser ». En tout cas, après quelques hésitations, l'U.N.R. refuse pratiquement toute alliance avec les centristes et les partis de droite.

Capitales pour l'avenir des partis, les élections ont encore une importance essentielle dans un ordre plus général. Il s'agit de savoir si avec l'adoption du scrutin uninominal, une majorité cohérente va se dégager. La France aura-t-elle enfin une assemblée « gouvernable » qui épargnera au pouvoir le recours à la petite guerre et des emprunts à l'arsenal législatif?



Vital/Paris-Match

◀ De Gaulle, au cours de sa visite à Brazzaville. Avec Charles Éboué *(à gauche)*, fils de Félix Éboué, qui rallia la France libre le 26 août 1940, il se rend à la cathédrale Sainte-Anne-du-Congo.

De Gaulle, en Algérie, ▶ aux côtés du général Salan. On promettra au « Mandarin » le premier rang dans l'armée. En fait, il se retrouvera gouverneur de la place de Paris : une voie de garage dorée...

De Gaulle au cours d'un de ses voyages en Afrique du Nord. Il prendra de nombreuses mesures relatives au développement de l'Algérie, dont l'avenir reste au premier rang des préoccupations. ▼



Habans/Paris-Match

A cet égard, de Gaulle ne ménage pas les avertissements : « Si donc il devait, par malheur, arriver que le Parlement de demain ne voulût pas s'accommoder du rôle qui lui est dévolu, il n'y a pas de doute que la République serait jetée dans une crise nouvelle dont personne ne peut prévoir ce qui en sortirait, excepté ceci, qu'en tout cas l'institution parlementaire serait balayée pour longtemps... »

Enfin, le général espère encore que les élections législatives en Algérie, qui se dérouleront pour la première fois au collège unique, vont permettre de dégager une troisième force avec laquelle on pourra faire « le reste ». « Quant à voir paraître, au sein du Parlement de demain, des Algériens qualifiés et valables, notamment des musulmans, quelles que soient leurs opinions sur le destin de l'Algérie, sur celui de la France ou sur tout autre sujet, nous souhaitons ardemment que cela ait lieu. C'est d'ailleurs littéralement un des principaux objectifs de notre action que l'Algérie se révèle politiquement. »

La campagne électorale s'achève par un émouvant appel à l'union adressé, à Rethondes, par le président Coty et par d'ultimes déclarations des chefs de groupe. Guy Mollet, notamment, prévoit un écrasement des poujadistes, un recul sensible des communistes. « En ce qui nous concerne, je refuse de m'associer à l'optimisme de certains oracles qui nous attribuent 130 à 150 sièges. Je n'exclus pas un tel résultat, mais je ne le considère pas comme étant sûr. » Sages paroles...

De fait, le premier tour, le 23 novembre,



Paris-Match

vent que 13 sièges sur 42; quant aux seconds, qui avaient récolté près de 3 millions de voix en 1956, ils doivent se contenter de 170 000 suffrages!...

Mais c'est finalement le parti communiste qui est la grande victime du nouveau type de scrutin. Tout en restant le deuxième parti français avec 3 800 000 électeurs, il ne retrouve que 10 sièges sur 132! « A bas le scrutin de voleurs! » titre *l'Humanité*. Pour achever le tableau, tous les grands leaders en difficulté au premier tour ont été éliminés. La défaite la plus remarquée est celle de Defferre, qui avait pourtant, au premier tour, une confortable avance sur son adversaire U.N.R.

La mariée est trop belle

Ces résultats ne peuvent que satisfaire le général de Gaulle. La stabilité est assurée. Toutefois, certains esprits chagrins ne peuvent s'empêcher de trouver la mariée trop belle et d'accoler à la nouvelle Assemblée le titre de « Chambre introuvable ». En tout cas, l'année s'achève avec la mise en place des nouvelles institutions. C'est la consécration de la Ve République.

Le 9 décembre a lieu la première séance de l'Assemblée. Jacques Chaban-Delmas en est élu président dès le premier tour. D'emblée, il entend affirmer l' « effacement » de la IVe République, qui doit être « complet, sans espoir de retour ». En conclusion, il ajoute : « L'Assemblée devra veiller à conserver le contact avec les réalités nationales, faire percevoir clairement l'accomplissement de sa mission, en un mot obtenir et conserver l'estime de l'opinion publique sans laquelle le régime parlementaire et avec lui la Ve République seraient promis à leur perte... » Mais l'événement majeur du mois de décembre est l'élection présidentielle. Trois candidats en présence : le général de Gaulle, le communiste Georges Marrane et le doyen honoraire Châtelet. ▶

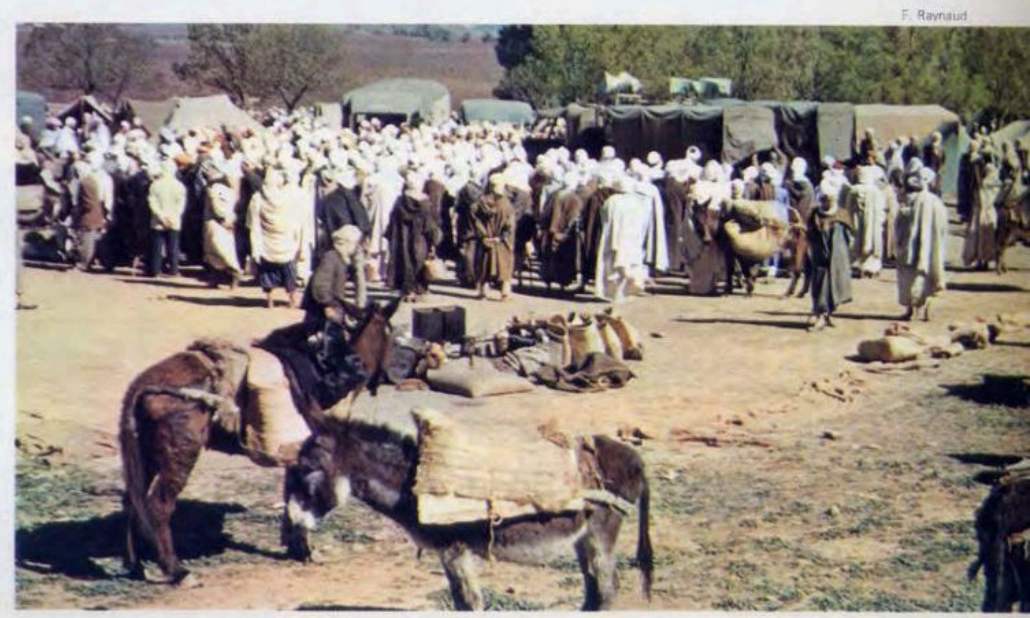
confirme le bouleversement en profondeur de l'opinion déjà constaté deux mois plus tôt. Défaite confirmée pour le parti communiste, qui ne retrouve que 19 % des voix contre plus de 25 % en 1956. Bonne résistance du M.R.P. et même légère progression de la S.F.I.O., qui recueille 15,5 % des suffrages contre 14,8 % deux ans plus tôt. Toutefois, ses candidats sont le plus souvent fort mal placés pour le second tour. Mais en ce qui concerne les poujadistes, les radicaux, l'U.D.S.R., c'est la débâcle, l'effondrement. Finalement, le grand vainqueur, c'est l'U.N.R., qui talonne le P.C. avec 17,6 % des voix. Par-dessus le marché, les candidats gaullistes sont généralement en tête du ballottage. Nombre de personnalités politiques se trouvent en difficile posture. Ont mordu la poussière, dès le départ, Laniel et surtout Mendès-France. Sont mal en point Edgar Faure, Mitterrand, Bourgès, Lacoste, Pineau... Visiblement, le corps électoral a fait grise mine aux vieux routiers.

Les ténors

D'ailleurs, parmi les ténors, Teitgen, Bourgès, Daladier, Bonnefous, Coste-Floret, décident de se retirer sans attendre le verdict du second tour.

Après ces retraits et quelques désistements, le second tour ne fait que confirmer la tendance observée le 23 novembre. Avec plus de 5 millions de voix, l'U.N.R. remporte un véritable triomphe, prenant la première place parmi les partis français. Les indépendants s'estiment, malgré tout, satisfaits par un million de voix gagnées et 130 députés. Si le M.R.P. se maintient — 57 sièges —, la S.F.I.O. subit un échec cuisant : 600 000 voix perdues par rapport au premier tour ou à 1956. Les députés socialistes ne seront ni 130, ni 150, mais 40 seulement. Plus de 50 sièges perdus sur les élections précédentes. Enfin, pour les radicaux, les poujadistes, c'est un véritable Waterloo. Les premiers ne retrou-

F. Raynaud



Tandis qu'en France naît la Ve République, en Algérie, les « psychologues » de l'armée continuent leur action auprès des musulmans. Ici, à Amoura, la foule s'est rassemblée sur la place du marché autour des camions. ▶



◀ De Gaulle à Brazzaville, le 8 février 1944, ouvre la conférence au cours de laquelle il tracera les lignes de force de la politique coloniale future. L'idée en est celle de la Communauté de la Constitution de 1958.

un appel aux "attardés de la guerre civile"

Nulle surprise. Le 21 décembre, les grands électeurs élisent le général à la magistrature suprême avec près de 78 % des voix. Beau succès mais nullement aussi écrasant que d'aucuns l'attendaient.

L'année ne va pas cependant se terminer sans d'importantes décisions gouvernementales. C'est seulement le 27 décembre que sont connues les mesures économiques. Elles procèdent d'un libéralisme orthodoxe. Une dévaluation de 17,5 % s'accompagne d'un train de mesures sévères qui font grincer des dents et qui sont jugées peu orthodoxes : augmentation des impôts, surtout indirects; réduction des subventions avec, comme corollaire, une hausse sensible de certains produits et services. Il s'agit de ne pas alourdir les charges et de favoriser les exportations.

Retour à « la normale »

Si cette politique d' « austérité » se traduit par le départ de Guy Mollet du gouvernement et par une coupure croissante entre le pouvoir et les syndicats, elle n'en constitue pas moins une « opération de choc » qui va amorcer le redressement de l'économie française.

Et l'Algérie? Sur ce point, les partisans de l'intégration vont connaître une nouvelle déception. Pourtant, malgré l'opposition du F.L.N. et un certain désintérêt des musulmans, les élections se sont traduites par des résultats plus que satisfaisants. L'Algérie envoie en France 67 députés, dont 46 musulmans, partisans déterminés de l'intégration. Ce succès n'infléchit en rien la politique du général, qui s'en montre plutôt déçu. Les élections n'ont pas révélé les interlocuteurs valables, de tendances diverses, qu'il souhaitait.

De fait, au cours de son cinquième voyage, au début de décembre, de Gaulle s'éloigne encore davantage de l'intégration. Trois points se manifestent cependant. L'accent est d'abord mis sur le progrès économique, humain : « Il s'agit que chaque homme et chaque femme ait ici sa liberté, son bonheur, sa dignité. A mesure que ce sera fait, on verra se révéler mieux, d'une part, la personnalité vivante de l'Algérie, d'autre part, la nature des choses qui l'unissent à la France. C'est alors qu'apparaîtra pratiquement et raisonnablement la solution dite politique. » Le voyage s'accompagne d'un nouvel appel du pied à la rébellion : « Ah! les attardés de la guerre civile, qu'ils comprennent, à la fin des fins, que la page des combats est tournée et que c'est maintenant la page du progrès, de la civilisation et de la fraternité retrouvée, que c'est la page des hommes! »

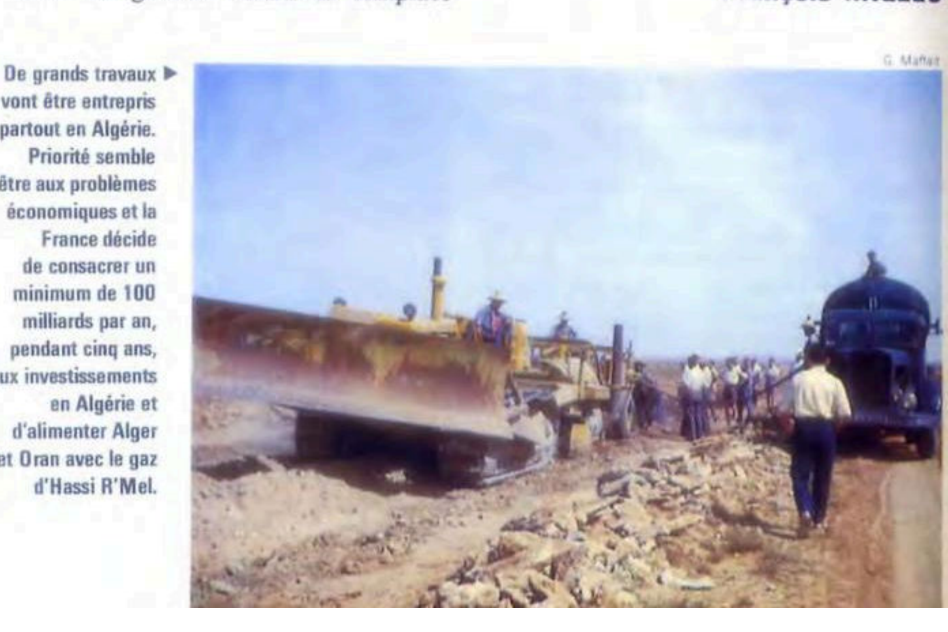
Enfin, le retour à « la normale » s'accentue. L'armée perd de nouveaux bastions acquis au lendemain du 13 Mai. Le 19 décembre, Salan est rappelé en France. Le général Challe le remplace sur le plan militaire. Mais c'est un civil, Paul Delouvrier, qui assume à nouveau les fonctions de délégué général du gouvernement. Dans toute l'Algérie, *cedunt arma togae* et, sauf en ce qui concerne les superpréfets, les officiers doivent céder la place à des fonctionnaires civils. La Grande Muette retrouve donc sa vocation et sa fonction traditionnelles.

La « voie longue »

En l'espace de six mois, le général de Gaulle a finalement remporté une victoire, obtenu un demi-succès et essuyé un demi-échec. Victoire : le référendum, des élections qui traduisent le désir de renouveau politique des Français et la lassitude à l'égard des anciens partis. Succès, les mesures de redressement économique, mais qui malheureusement contribuent à écarter les chances d'un rapprochement durable avec les formations syndicales. Quant à l'Algérie, c'est un demi-échec. Malgré son immense prestige, le général n'a pas réussi à obtenir un cessez-le-feu. Les élections n'ont pas permis non plus de trouver des interlocuteurs valables et de dégager une troisième force. Certes, les résultats appréciables ne manquent pas : application du collège unique, mise en train d'un vaste plan de développement, armée reprise en main. De Gaulle n'en est pas moins obligé d'emprunter de nouveau la « voie longue » et l'espoir d'un règlement politique rapide s'éloigne encore. Il y a plus grave. Le refus de l'intégration nourrit l'hostilité déclarée d'une minorité agissante qui compte bien trouver l'appui d'une population européenne une fois encore ébranlée et inquiète et d'une armée envahie, elle aussi, par un trouble croissant. Le calme règne toujours à Alger, mais en réalité le feu n'en couve pas moins sous la cendre. **H**

François MILLES

De grands travaux ▶ vont être entrepris partout en Algérie. Priorité semble être aux problèmes économiques et la France décide de consacrer un minimum de 100 milliards par an, pendant cinq ans, aux investissements en Algérie et d'alimenter Alger et Oran avec le gaz d'Hassi R'Mel.





Coll. Léger

TERREUR DANS LES MAQUIS

La Grande Kabylie. Dans cet étrange pays à la fascinante beauté, Mayouz, dit Hacène la Torture, fera régner la terreur. L'opération d'« intox » montée par Léger *(photo du haut)* atteindra des sommets qu'aucun spécialiste de la guerre psychologique n'aurait pu imaginer. Le capitaine Léger avait appris les subtilités du renseignement en Asie. Pendant la guerre d'Indochine, il adopta les méthodes des Viets.

Janvier 1958. Le G.R.E. du capitaine Léger n'en est plus à son coup d'essai. Au cours de l'été précédent, il y a déjà eu la sensationnelle affaire des « bleus-de-chauffe », à base de rebelles ralliés, qui a permis de semer un trouble complet dans la Casbah, le fief du F.L.N., et d'extirper définitivement le terrorisme d'Alger. A l'automne, il y a eu encore mieux. Après l'arrestation de Yacef Saadi, le capitaine Léger réussit un coup de maître. En octobre, il reconstitue à son profit l'organisation terroriste de la « zone autonome d'Alger », avec la bénédiction du commandement de la wilaya 3.

Les moyens? On ne peut plus simples, en apparence. Léger utilise les services de deux rebelles ralliés et entrés dans son organisation.

D'abord, Ghandriche, alias Safi, dont l'arrestation avait été tenue secrète, et surtout Hani, dit Amar, qui continue à bénéficier de la confiance totale du F.L.N. Dès le départ, tout marche à merveille. Le 15 octobre, une correspondance s'établit entre Safi et le P.C. de la zone 1 de la wilaya 3, par l'intermédiaire de « boîtes aux lettres » laissées intactes à Alger. Quelques semaines plus tard, le 11 novembre, Hani, plongé en plein cœur de la

la "bleuite," ce virus mortel introduit dans les maquis par Zohra

Kabylie, entre en liaison directe avec le P.C. rebelle. Sans nourrir la moindre méfiance, le lieutenant Kamal et le « frère » Ahmed Sabri, responsable liaisons-renseignements, habilitent Hani à représenter l'armée et le F.L.N. au sein de la zone autonome d'Alger...

Suivant les bonnes traditions du F.L.N., Hani se voit attribuer un adjoint politique, Abdeljebar Moktar, dit Si Kaddour, et un lot d'armes, comprenant pistolets mitrailleurs, grenades et explosifs, est mis à sa disposition. A lui d'en assurer l'acheminement... Le capitaine Léger dissimule alors mal sa satisfaction. Grâce à l'ordre de mission ramené par Hani, il se trouve en quelque sorte le chef de la Z.A.A. avec l'assentiment du F.L.N.!...

Quelques jours plus tard, un scénario complexe est mis en place pour la récupération des armes. Un taxi, dont le chauffeur est un indicateur du G.R.E., ira les chercher à proximité de Bordj-Menaïel. L'affaire réussit le 25 novembre et le soir, le colonel Godard peut contempler avec satisfaction tout un arsenal, en grande partie de fabrication tchèque. L'opération « double jeu » dépasse alors tous les espoirs. Le 10 décembre, Léger marque encore un nouveau point. Hani assiste au conseil de la wilaya 3, présidé par le redoutable Amirouche en personne. La Z.A.A. sera assurée par la Kabylie.

Toutefois, à la fin de l'année, la wilaya commence à s'inquiéter de l'inaction totale de la nouvelle organisation, et pour cause! Le lieutenant Kamal adresse à Si Sadek, le nouveau pseudo de Hani, un sévère rappel à l'ordre : « Je vous écris au sujet du travail. Vous avez de la marchandise, et vous n'avez rien fait. L'ennemi crie victoire sur tous les bords. Vous avez reçu l'ordre formel de travailler durant les fêtes et aucune action n'a été entreprise. Les frères envisagent la formation d'une autre organisation si la vôtre continue à ne pas donner de résultats sérieux. »

Doc. Tallandier

◀ Dans les maquis, le *djoundi* se transforme parfois en instituteur. Les « fells » détruisent les écoles pour soustraire les enfants à toute influence française. Mais chaque fois qu'ils le peuvent, ils s'occupent de leur instruction. « Nos ancêtres les Gaulois... » Un passé bien révolu.



Des rebelles ▶ posent devant les drapeaux du F.L.N. confectionnés probablement par des jeunes filles qui, comme la malheureuse Tadjer Zohra, travaillent pour le Front. Il semble que la réalisation de ces drapeaux n'exclue pas une certaine fantaisie, quant au nombre d'étoiles.

Kossmann

Doc. Tallandier

◀ Dans un maquis F.L.N., un radio va essayer d'entrer en contact avec le P.C. A droite, la « gégène », une machine de sinistre réputation.

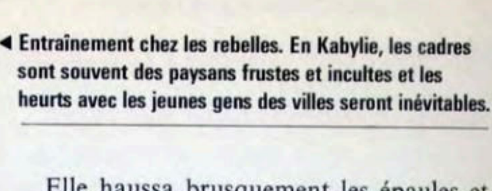
Les bandes éparses ont fait place à des katibas solides, bien armées. La « bleuite » inoculée par le capitaine Léger leur portera un coup terrible.

Pris à son propre jeu, Léger se voit obligé d'obtempérer et de passer à l'action, avec le consentement du colonel Godard. Simplement, « ne pas y aller plus fort que les fells eux-mêmes »! En tout cas, quelques jours plus tard, une grenade explose dans l'escalier du P.C. des « bleus-de-chauffe », 21, rue Émile-Maupas. Dégâts minimes. Le lendemain, une jeep du 9e zouaves est mitraillée, à la tombée de la nuit, sur le boulevard du Maréchal-Foch. C'est ensuite au tour d'un Dodge. On compte, cette fois, une victime. Un terroriste a été tué. Il s'agit d'un certain Djamal, un fell authentique, qui avait réussi à prendre contact avec Si Sadek pour la bonne cause... Le pseudo-attentat permet de le liquider. De même, Léger décide de se débarrasser de Kaddour, dont le comportement devient inquiétant. Arrêté, le responsable politique comprend qu'il a été joué et accepte d'entrer au service du G.R.E. En attendant, la wilaya 3 est satisfaite de la nouvelle organisation sortie enfin de sa torpeur et adresse de chaleureuses félicitations au « frère Si Sadek »!

Au point où en sont les choses, le capitaine Léger s'empresse maintenant de préparer un coup nouveau. Le 21 janvier 1958, démarre l'opération KJ-27. Par un temps exécrable, un petit groupe d'hommes en treillis, avec au bras l'insigne d'un commando F.L.N., peine sur les pentes du Djurdjura. C'est Léger, Ghandriche et sa bande de ralliés. Quelques heures plus tard, magnifique coup de filet. Victime du subterfuge, tout l'état-major de la zone 1 est capturé d'un seul coup... avec Hocine et Ahmed Sabri, chargé des liaisons-renseignements...

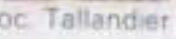
Mais l'affaire ne va pas se limiter à la capture de quelques responsables, d'armes et de papiers. La maladresse d'un des officiers de paras chargés de couvrir l'opération KJ-27 va avoir d'imprévisibles rebondissements. Sabri s'est trouvé soudain en présence de Si Sadek, alias *Hani, le « responsable » de la Z.A.A. et auquel il avait justement demandé de venir au maquis, ce 21 janvier : avec sa virtuosité habituelle, le capitaine Léger entend uti-*





◄ **Entraînement chez les rebelles. En Kabylie, les cadres sont souvent des paysans frustes et incultes et les heurts avec les jeunes gens des villes seront inévitables.**

Doc. Tallandier





Doc. Tallandier

liser ce contretemps. Sabri est transféré à Alger, soumis à une habile préparation psychologique.

Pendant ce temps, c'est un jeu d'enfant, pour le chef du G.R.E., que de convaincre l'état-major de la wilaya 3 de la trahison de Sabri. Le coup du 21 janvier n'a pu réussir autrement. La réaction est immédiate. Le « cher frère Si Sadek » est invité à « donner à tous les groupes armés la consigne d'abattre Ahmed Sabri, s'il sera à leur passage ». Sabri n'a plus alors d'autre ressource que de se mettre au service de Léger. Mais le plus important n'est pas là. Le doute, la suspicion se sont insinués, comme un venin mortel, au cœur de la wilaya 3.

QUELQUES timides rayons du soleil de janvier pénétraient dans la petite pièce, découpant sur le sol de terre battue l'ombre des barreaux qui obstruaient l'étroite fenêtre. Pelotonnée frileusement sur son lit, Tadjer Zohra réfléchissait profondément. C'était une belle fille de dix-huit ans dont le corps pourtant enfermé dans une longue robe kabyle, laissait deviner des formes sculpturales. Le nez fin et légèrement retroussé, les pommettes hautes, la bouche large et sensuelle, donnaient un charme étrange au visage éclairé par d'immenses yeux noirs et auréolé d'une chevelure brune, longue et soyeuse. A Alger, dont elle était originaire, on lui avait donné le surnom de Roza.

Elle haussa brusquement les épaules et un mince sourire fleurit sur ses lèvres. Décidément, pensa-t-elle, ce capitaine Léger et son adjoint Ghandriche n'étaient pas très forts. Pourtant, lorsqu'elle militait dans une cellule F.L.N. de Belcourt, ses camarades de combat parlaient des « bleus » avec crainte. Sentiment justifié d'ailleurs, puisque, à part elle, tous avaient été mis sous les verrous au cours des jours précédents. Dénoncée, elle avait réussi à fuir et à rejoindre la petite ville de Bordj-Menaïel d'où elle avait espéré pouvoir monter au maquis.

Certes, son travail à Alger ne s'était borné qu'à la confection d'un drapeau, mais, très rusée, elle faisait en outre confiance à son pouvoir de séduction. Nul doute que les responsables auraient été enthousiasmés au récit des exploits que son imagination fertile avait conçus pour la circonstance. Hélas! la chance l'avait abandonnée. Prise dans le filet d'une opération de ratissage à quelques kilomètres de Bordj-Menaïel, elle avait été ramenée au P.C. du secteur. Là, l'officier de renseignements lui avait appris qu'un avis de recherche à son nom avait été lancé par le G.R.E.

Ces événements s'étaient déroulés la veille. Après une longue nuit peuplée de cauchemars, la porte s'était ouverte au matin sur le capitaine Léger. Venant juste de terminer une rapide toilette, sa coquetterie féminine fut satisfaite de ne pas avoir été prise de court. Elle pensait maintenant avec satisfaction que ses magnifiques cheveux qu'elle savait si bien faire voler autour de son visage, l'éclat de ses yeux sombres, l'élégance de sa silhouette avaient favorablement impressionné l'officier. Il en avait été de même pour son adjoint, ce Kabyle que l'on disait si redoutable, venu lui rendre visite un instant plus tard. Les deux hommes avaient bavardé très aimablement avec elle. Il ne lui avait pas été difficile de les convaincre, l'un et l'autre, de son innocence. N'avait-elle pas été contrainte de travailler pour le Front?

Sa mise en liberté avait, cependant, été subordonnée à une condition : accepter de faire partie du G.R.E. Elle avait feint d'accepter avec reconnaissance.

— Parfait! lui avait dit Léger, je vais t'envoyer mon adjoint avec lequel tu t'entretiendras. Si tu persistes dans tes bonnes intentions, je t'emmènerai à Alger et te libérerai après t'avoir expliqué ce que j'attends de toi.

Roza se leva. La petite glace de bazar pendue au mur lui renvoya l'image de son sourire. Elle se fit un clin d'œil. Dans quelques heures, elle serait libre, et cela seul importait!

A quelques pas de la prison où rêvait Roza, le bureau de l'officier de renseignements du secteur était le théâtre d'une ►

le corps désarticulé, elle roula sur le sol

discussion entre Léger et Ghandriche. L'optimisme de la jeune prisonnière aurait très certainement été refroidi s'il lui avait été permis d'entendre les paroles des deux hommes. Léger avait retiré de sa visite une impression désagréable. Après quelques réticences, la fille avait trop rapidement accepté de travailler pour lui et, à la fin de l'entretien, elle avait même manifesté un enthousiasme démesuré. La confection d'un drapeau F.L.N. n'était pourtant qu'une faute vénielle hors de proportion avec l'engagement qu'elle venait de souscrire.

— Qu'en penses-tu, Basile?

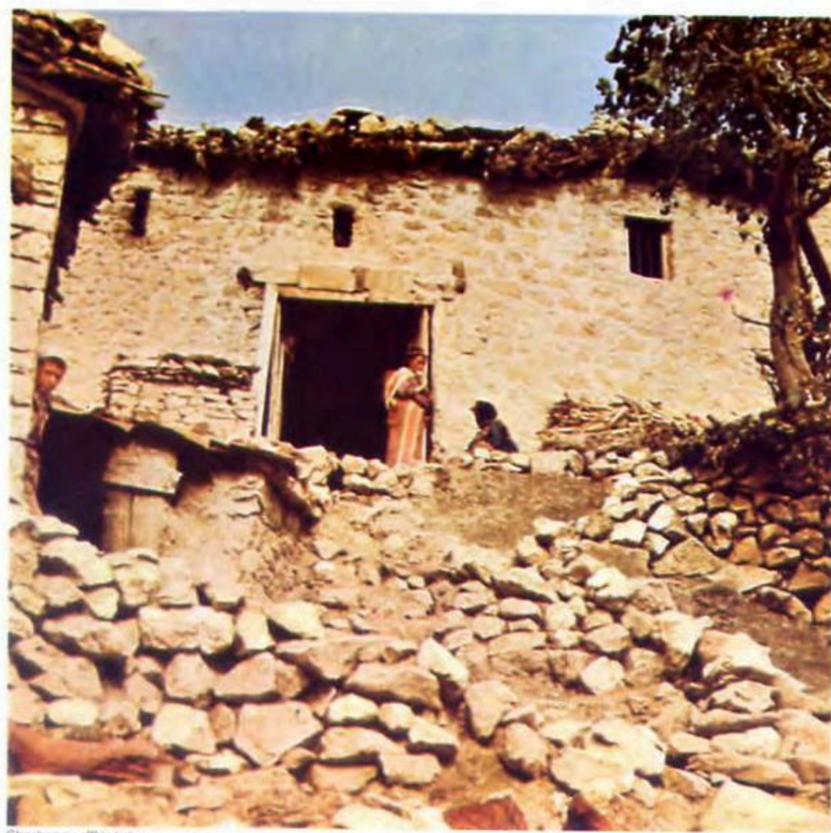
— Rien de bon, mon capitaine! Cette fille est trop polie pour être honnête! Sans parler du fait qu'elle joue de la prunelle comme une pensionnaire des maisons de la rue de la Mer-Rouge, à la Casbah!

Léger sourit. Il avait une confiance absolue dans le jugement de son subordonné... surtout lorsqu'il confirmait le sien!

— Cette petite Roza est pourtant bien agréable! Retourne la voir et dis-lui de se préparer. Je l'emmène à Alger!

Le souffle court

Une heure plus tard, la Versailles du capitaine se frayait péniblement un passage au milieu de la foule grouillante du marché de Bordj-Menaïel. Une multitude bariolée et bruyante déambulait sur les trottoirs et la chaussée. Des fellahs descendus du djebel poussaient à grands coups de trique le bétail qu'ils espéraient vendre. Dans le fond de la voiture, Roza, assise près de Léger, ne comprenait pas les raisons qui avaient poussé son voisin à prendre le chemin le plus encombré. Du coin de l'œil, elle l'observa. Léger la regardait. De plus en plus convaincue du pouvoir de son charme, ses lèvres s'entrouvrirent et elle sourit au capitaine. Celui-ci pensait qu'il ne faudrait pas plus de vingt-quatre heures pour que le maquis fût au courant.


Charbonnier/Réalités

Une humble maison comme il y en a tant dans les montagnes kabyles. Combien, pareilles à celle-ci, serviront à Hacène la Torture pour « interroger » les suspects, parce qu'il faut bien « que ces chiens avouent » !

La Mitidja, une plaine longue de 100 kilomètres, autrefois inculte, marécageuse, insalubre, infestée de pillards, que les Français ont transformée en une riche campagne. La région la plus anciennement colonisée d'Algérie.

Roza n'en croyait pas ses yeux! Léger venait de s'absenter, appelé dans l'entrée de la villa par la sonnerie du téléphone. Silencieusement, elle avait quitté son fauteuil et s'était approchée de la table. Au bas de la lettre, éclairée par la lampe de bureau, s'étalaient le cachet du Front et la signature du lieutenant Kamal. Le souffle court, elle lut avidement : « ... L'opération a parfaitement réussi. Comme convenu, je m'étais absenté du P.C. et, par la suite, j'ai tout fait retomber sur Ahmed Sabri, qui a été condamné par le conseil de zone. »

Le déclic du téléphone se fit entendre. Roza se rassit rapidement, essaya vainement de maîtriser les battements de son cœur. Léger pénétra dans la pièce, semblant ne prêter aucune attention au trouble de la jeune fille.

— Je te répète, Roza, que tu n'as aucune crainte à avoir. Tu as certainement entendu parler de l'action des « bleus » à Alger! Ceci n'est rien, car je peux te dire que, même au maquis, j'ai des gens qui travaillent pour moi...

Roza, raidie dans son fauteuil, écoutait de toute son attention. Léger parlait depuis plus d'une heure. Comme dans un mauvais rêve, son esprit enregistrait les noms de responsables connus, elle en voyait les signatures sur les lettres que le capitaine lui lisait. Sa décision fut prise immédiatement. Il fallait à tout prix prévenir le maquis et en extirper la trahison! Il était donc nécessaire d'être libérée le plus rapidement possible.

— Mon capitaine, je suis d'accord pour travailler dès maintenant!

— C'est très bien! Retourne chez ta mère à Belcourt. Je te ferai contacter dès que j'aurai besoin de toi. En attendant, téléphone-moi chaque semaine.

Quelques instants après, une voiture du G.R.E. quittait la villa du chemin Vidal. Saïdoun, qui la pilotait, pensait que sa passagère était vraiment très jolie. Léger, quant à lui, pensait qu'il était parfois bien pratique de savoir imiter des signatures.

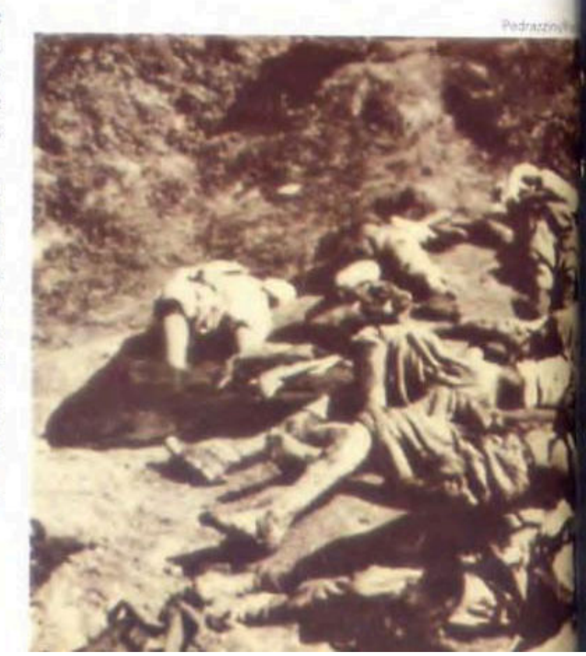
Une pluie fine et glacée crépitait sur les dalles de l'escalier, devant le perron du 7, chemin Vidal. A l'intérieur du bureau, les pieds écartés solidement plantés sur le carrelage, la tête penchée en avant, le colonel Godard étudiait les réactions d'Abdeljebar Moktar, dit Si Kaddour. Tout en tournant entre ses doigts son éternel béret basque, l' « adjoint politique » de Hani écoutait Léger lui lire la lettre de Kamal réclamant impérativement

Coll. Léger



Surcouf, de son vrai nom Abdelaziz Abdelhami. Un ancien d'Indochine, l'un des « bleus-de-chauffe » les plus efficaces du capitaine Léger. Il sera de tous les « coups » montés par Léger. Une carrure de déménageur, un goût prononcé pour les costumes sombres, les cravates claires et la gomina...

Pedrazzini





Bonnet

sa montée au maquis avec les bilans politiques et militaires de la Z.A.A.

— Alors, Moktar, tu marches ou tu ne marches pas?

— C'est d'accord, mon capitaine, je monte!

— Bravo! Mon colonel, nous pouvons le féliciter. C'est un homme courageux!

Essayant de dissimuler son manque de conviction, Godard émit un vague grognement pouvant passer pour une approbation. Sur un signe de Léger, Moktar quitta la pièce en compagnie de Surcouf, qui, silencieux, avait attendu la fin de l'entretien sur le pas de la porte.

Le colonel se tourna vers son subordonné.

— Ce type me semble avoir la franchise d'un âne qui recule! J'espère, Léger, que vous ne vous trompez pas!

— De toute façon, mon colonel, ça n'a plus aucune importance!



◄ Un charnier parmi tant d'autres. Morts anonymes, atrocement mutilés. Quelques-unes des innombrables victimes de la « purge » du grand inquisiteur Hacène Mayouz. Le supplice le plus utilisé pour faire parler le suspect : « l'hélicoptère ». Se croyant entouré de traîtres, la folie de Mayouz n'aura plus de bornes.

Le patron du G.R.E. expliqua ses raisons. Il apprit en particulier à Godard la nouvelle apportée le matin même par Surcouf et Ghandriche : la disparition de Roza. La jeune fille, qui avait téléphoné la première semaine, n'avait, depuis, donné aucun signe de vie. Les deux hommes du G.R.E., envoyés aux nouvelles, n'avaient trouvé que sa vieille mère qui, disait-elle, ne s'expliquait pas l'absence de sa fille. Les soupçons de Léger se confirmaient : Roza était retournée au maquis! Dès lors, l'arrivée de Moktar importait peu. L'alternative était la suivante : Moktar jouait le jeu et l'opération « double jeu » se poursuivait. Moktar parlait, et l'intoxication déclenchée par Roza était confirmée.

Godard approuva le plan et, le lendemain matin, Si Kaddour prenait le car de Bordj-Menaïel, emportant avec lui les « bilans militaires et politiques de la Z.A.A. ». Trois jours plus tard, une lettre datée du 10 février 1958 parvenait rue Porte-Neuve au siège d'une des boîtes postales de Hani. S'adressant à Si Sadek (Hani), le lieutenant Kamal annonçait l'arrivée de Si Kaddour. Il ajoutait : « Mais contrairement à ce qui a été convenu, Si Kaddour n'a apporté avec lui aucun bilan et n'est pas au courant de l'organisation militaire. Aussi, votre présence est *nécessaire* pour fusionner avec les représentants des quatre frères d'Alger et ceux de l'autre organisation parallèle. »

L'appât était appétissant mais difficile à avaler! Pour Léger, le doute n'était plus permis. La torture et la mort attendaient Hani au maquis! Il fit donc écrire par ce dernier une lettre dans laquelle il exprimait ses regrets de ne pouvoir se déplacer et recommandait à Kamal de conserver Kaddour, dont il n'avait plus besoin à Alger. L'opération « double jeu » avait duré six mois.

Léger avait, non sans regret, mis un point final à l'opération. Il ne savait pas encore qu'elle avait introduit au maquis un virus particulièrement redoutable dont l'action serait à l'origine d'une épidémie meurtrière connue depuis sous le vocable de « bleuite »!

Une odeur atroce de chair brûlée

Le hurlement de la femme, atroce et désespéré, s'éleva dans l'unique et minuscule pièce de la mechta. A l'extérieur, un *djoundi* menaça de la voix et du geste quelques enfants déguenillés attirés par la tragédie. Le capitaine Mayouz Hacène, responsable politico-militaire de la zone 1 de la wilaya 3, présidait à l'interrogatoire de la suspecte. Son visage aux traits rudes était impassible. Ses yeux, réduits à deux minces fentes horizontales, contemplaient le corps entièrement nu qui tournoyait suspendu à une cinquantaine de centimètres du sol. Sa main droite s'éleva et s'abaissa lentement. Un des hommes poussa rapidement le kanoun rempli de braises incandescentes sous le ventre de la femme. Une écœurante odeur de chair brûlée se répandit dans l'air, accompagnée d'un nouveau hurlement qui s'éteignit dans un hoquet déchirant. Les lourds cheveux noirs de la suppliciée s'embrasèrent dans une gerbe d'étincelles. Le bourreau repoussa le foyer et donna du mou à la corde. Le corps désarticulé de Roza roula sur la terre battue. De monstrueuses cloques rougeâtres soulevaient la peau du ventre et des cuisses.

Hacène appréciait tout particulièrement le supplice de l'hélicoptère. C'est ainsi qu'il avait surnommé la torture qui consistait à faire tourner, face à un brasier, le corps dévêtu d'un suspect suspendu par les poignets et les chevilles liés dans le dos par une même corde. Il obtenait ainsi des aveux spontanés et de beaux romans.

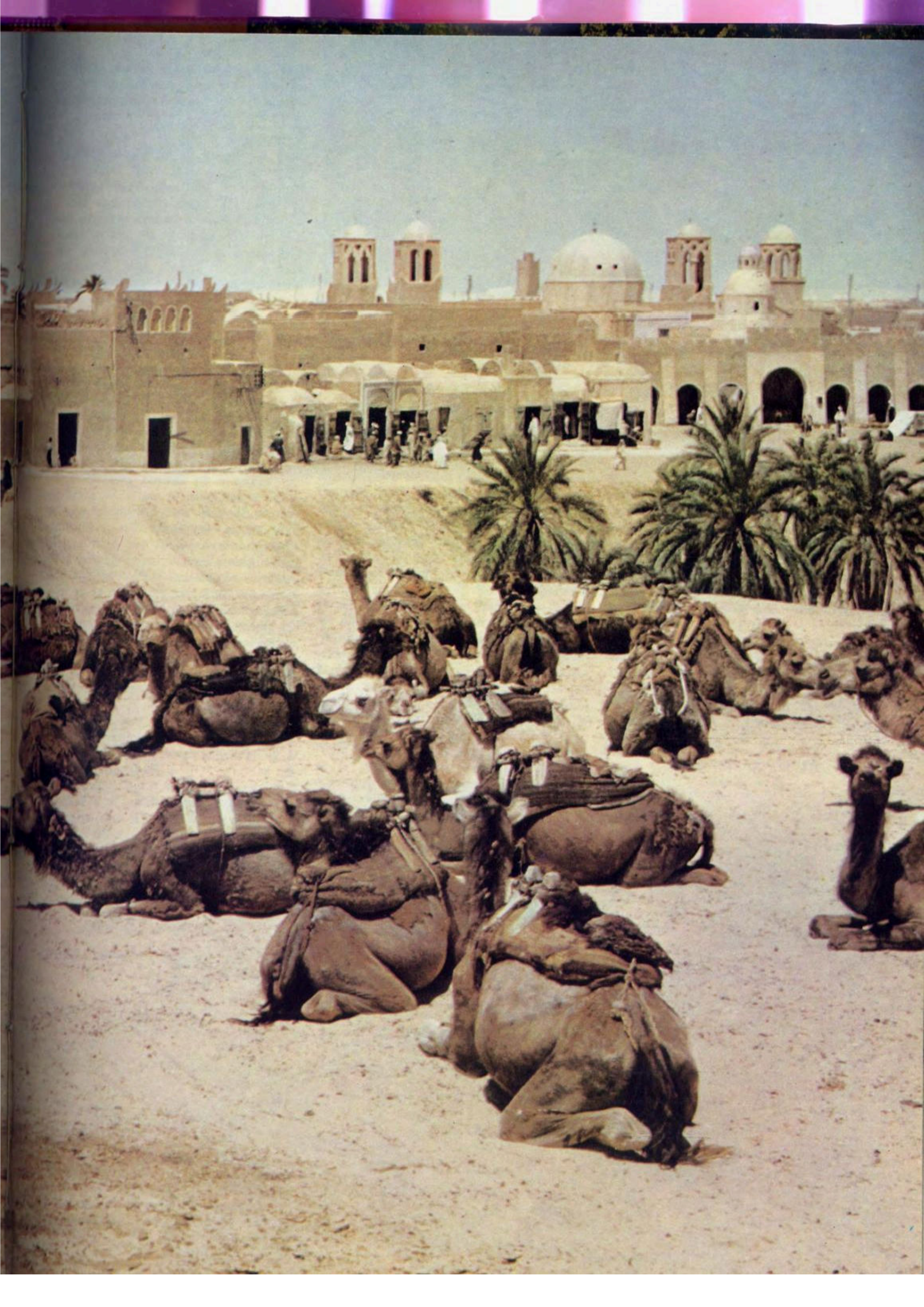
Roza, la poitrine soulevée par des halètements spasmodiques, murmurait des mots sans suite. Sur un signe de Hacène, un secrétaire posa ses doigts sur les touches de sa machine à écrire. Dès cet instant, la « bleuite » commença ses ravages!

Comme l'avait prévu Léger, Roza n'était restée qu'une semaine à Alger auprès de sa mère. Révoltée par les « secrets » appris chemin Vidal, elle avait rejoint le maquis, bien décidée à tout mettre en œuvre pour faire châtier les « traîtres ». Grande fut sa surprise lorsqu'elle se vit arrêter dès son arrivée en zone rebelle. Le capitaine Hacène, devant lequel elle comparut, la traita d'espionne à la solde de Léger. Ne l'avait-on pas vue à Bordj-Menaïel, en compagnie de ce dernier?

(Suite page 1792)



El-Oued, surnommée la « ville aux mille coupoles », siège du P.C. de la compagnie méhariste de l'Erg oriental. Près de la place du marché, le très pittoresque « parking » des chameaux.





J.-B. Ferracci

◀ **D'Alger, le capitaine Léger tire les ficelles. Son P.C. se trouve dans la basse Casbah. Mais pour abriter son commando secret, il a loué une discrète villa à El-Biar.**

Mayouz Hacène se vit entouré de traîtres

(Suite de la page 1789)

Un sourire dédaigneux aux lèvres, elle toisa le chef de la zone 1.

— Avant de m'accuser, dit-elle, tu ferais mieux de regarder autour de toi. Ce ne sont pas les traîtres qui manquent!

Hacène, ayant appris depuis peu la façon dont il avait été berné par Hani, vit l'occasion de tout mettre sur le dos de ses subordonnés. Les déclarations de Roza confirmèrent celles de Kaddour. Six jours plus tard, la jeune fille fut mise en présence du colonel Amirouche, le redoutable chef de la wilaya 3, à qui elle raconta son histoire. Celui-ci n'y vit que la confirmation de ses soupçons envers les militants originaires d'Alger, les femmes et les intellectuels. Hacène reçut carte blanche pour tirer l'affaire au clair.

Folle de douleur, elle parla

La malheureuse Roza fut soumise à la torture. Folle de douleur, elle raconta n'importe quoi.

Elle s'accusa tout d'abord d'être la responsable de l'arrestation, à Alger, de Djamila Bouhired, Djamila Bouazza, Zohra Drif et Yacef Saadi. Arrestations pour lesquelles elle toucha, dit-elle, la somme de 50 000 francs. Elle « avoua » ensuite être allée au maquis afin de contacter des responsables à la solde de Léger qui lui permettraient de rejoindre Tunis où elle avait une mission très importante à remplir.

— Durant trois jours, le capitaine Léger me fit répéter le mot de passe que je devais communiquer à Tunis. Une fois dans la ville, une personne viendrait me voir et me dirait : Quelle est la main qui a l'index sans ongle? Je devais répondre : La main gauche. La personne en question me dirait ensuite : Que faut-il faire? Je lui répondrais de nouveau : Il faut couper le doigt, si les choses allaient bien. Si j'étais suspectée, je devais répondre : Il faut couper la main.

Suivait une longue confession dans laquelle la pauvre fille donnait pêle-mêle les noms des responsables du maquis, d'amis et même de membres de sa famille — une de ses cousines de Bordj-Menaïel en perdit la vie. Roza, mourante, fut finalement égorgée. Mayouz Hacène, connu depuis sous le surnom de « Hacène la Torture », fut effrayé. Il se vit entouré de traîtres. Abdeljebar Moktar (Si Kaddour), persuadé d'avoir joué un bon tour à Léger en feignant d'accepter une mission au maquis, n'échappa point à la vindicte du chef de la zone 1. Il s'accusa notamment d'avoir été chargé par Léger d'organiser un réseau d'espionnage en wilaya 4 en liaison avec Rachid Agoumine, secrétaire régional de Saint-Pierre-Saint-Paul, et le lieutenant Si Mohamed, de la zone de Ménerville. Il mit également en cause ses propres amis de la wilaya 3, en particulier Kamal, le lieutenant Allel et le sergent-chef Dahmane. Si Kaddour fut exécuté le 12 juin 1958 (procès-verbal de son interrogatoire saisi en même temps que celui de Roza). Mayouz fit son rapport à Amirouche. Il insista plus particulièrement sur l'importance du complot qui, disait-il, débordait très largement les limites de sa zone et s'étendait à trois wilayas, la 3, la 4 et la 6. Le colonel Amirouche n'était pas un tendre. Il renouvela son mandat au chef de la zone 1 et l'étendit à toute la wilaya. Le nom de Mayouz Hacène devint très vite synonyme de terreur : Kamal, Allel, Dahmane et bien d'autres innocents furent arrêtés et torturés. La vague d'exécutions déferla de zone en zone, de wilaya en wilaya. Des milliers d'hommes et de femmes furent égorgés et leurs corps jetés dans des charniers. Le 3 août 1958, Amirouche adressait une mise en garde à tous les autres commandants de wilaya, sous la forme d'une lettre circulaire.

L'année 1958 fut marquée par une succession de purges sanglantes qui décimèrent l'ensemble des wilayas et plus particulièrement la wilaya 3 et la wilaya 4. Des milliers de personnes furent arrêtées, torturées et égorgées. L'Algérie actuelle aurait grand besoin des jeunes intellectuels qui furent le plus souvent les victimes des massacres. La folie sanguinaire de Mayouz ne connut plus de bornes lorsque arriva le 13 mai 1958. L'enthousiasme des foules du Forum, les manifestations de loyalisme des populations musulmanes ne firent que confirmer son opinion sur les citadins en général et les Algérois en particulier. Profitant de l'occasion, des centaines de cadres et de *djounoud* échappèrent à la mort en se ralliant au poste français le plus proche. Amirouche, Mayouz et autres tortionnaires n'y virent qu'une preuve de plus du noyautage des wilayas : se sentant découverts, les traîtres s'empressaient de se mettre à l'abri!

La méthode était donc bonne : les « interrogatoires énergiques » reprirent de plus belle! Quelques voix, telle celle de Mohand Ou el-Hadj, essayèrent de faire entendre raison à Amirouche. Sourd à toute recommandation, le « loup de l'Akfadou » persista à encourager la répression. La « bleuite » se développa et prit alors d'énormes proportions. Décimés et découragés, les maquis ne purent qu'attendre le coup de grâce. Il leur fut donné, lorsque le commandement français décida de déclencher les grandes opérations prévues par le plan Challe. **H**

Pierre LEROY

René Bail



René Bail


FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE — ARMÉE DE LIBÉRATION NATIONALE

CARTE INDIVIDUELLE

Nom
Prénoms
Qualité
Wilaya
Zone
Région
Secteur
Délivrée le 195

N° 002697

بطاقة شخصية

Une carte de combattant de l'A.L.N. non attribuée encore. Les rebelles sont terriblement paperassiers. Les nombreux documents trouvés sur les « fells » fourniront au capitaine Léger des tas de renseignements sur l'organisation du F.L.N.



Dans la foulée d'Alger, des comités de salut public ont été créés un peu partout en Algérie. A Oran *(en haut)* comme à Arzew *(en bas)*, c'est la fraternisation spontanée des deux communautés. Les comités offrent une occasion unique de confronter les points de vue des musulmans et des Européens. Ils sont, selon les propres paroles de Salan, « l'émanation de la volonté unanime de la population d'Algérie ».

LA DÉCISION VIENT DE PARIS

Le référendum du 28 septembre 1958 en Algérie a été un succès total, près de 80 % de votants, 96 % de *oui*. En jetant le gros de ses forces dans l'affaire, en renforçant le quadrillage, en mobilisant toutes les ressources de l'action psychologique, l'armée a voulu faire de la bataille du référendum la vic-


Camus/Paris-Match

un incident "fâcheux et intempestif"

toire de l'intégration et prendre le général de Gaulle au mot : « Par un vote, enfin, les habitants vont fournir une réponse à la question de leur propre destin. » Du même coup, il s'agit de mettre fin aux déceptions, aux ambiguïtés qui se multiplient depuis le début de juin, de dissiper l'atmosphère lourde qui règne encore dans les comités de salut public.

« Jo » pour les intimes

Mais où en sont, alors, ces fameux comités de salut public qui ont tant défrayé la chronique au mois de mai ? A en croire certains, il ne s'agit que de groupuscules, instruments de putsch, de guerre civile. Ils sont loin de la réalité, les comités ne sont nullement un phénomène de génération spontanée. Ils incarnent une des valeurs profondes de l'Algérie, celle des Européens, avec laquelle il va falloir compter jusqu'à la fin, même s'ils paraissent, à première vue, opposés et divisés par des conflits de chapelle.

Trois tendances se manifestent, à la mesure des trois couches, des trois strates, qui ont présidé à leur formation.

D'abord la tendance activiste, incarnée par le « Groupe des Sept », Lagaillarde, Martel, Lefèvre, Goutallier, Crespin, Baille, Ortiz, dit « Jo » pour les intimes. Passionnés de l'intégration, les Sept entendent faire triompher en Algérie une sorte de socialisme sommaire et entamer un processus d'égalité économique et sociale au profit des musulmans, par le biais du salaire des ouvriers agricoles et de la formation professionnelle. D'inspiration poujadiste, ils entendent encore mettre fin au « système », faire triompher en Algérie et en métropole le « corporatisme ».

La seconde tendance est celle des gaullistes, des Delbecque, Sérigny, Neuwirth. Ils sont, eux aussi, des partisans farouches de l'Algérie française, les ennemis acharnés du régime des partis. Mais ils se contenteront d'une république rénovée, régénérée, avec le général de Gaulle à sa tête.

Enfin, il y a l'armée. Elle est d'abord entrée dans les comités par accident, en quelque sorte, le 13 mai et les jours suivants ; ensuite, sur l'ordre de Salan, quand le général en chef a décidé, le 23 mai, de codifier, de canaliser le mouvement. A ce moment, il a été décidé que chaque corps d'armée serait représenté au C.S.P. par deux officiers aux côtés de deux Français de souche européenne et de deux Français de confession musulmane. Sous la tutelle de l'armée, la mission des comités apparaît alors claire : jouer le rôle de courroies de transmission entre le commandement et l'opinion, constituer des organes consultatifs, combler le vide politique algérien né de la disparition des organes élus traditionnels, être aussi le ferment de la rénovation nationale.

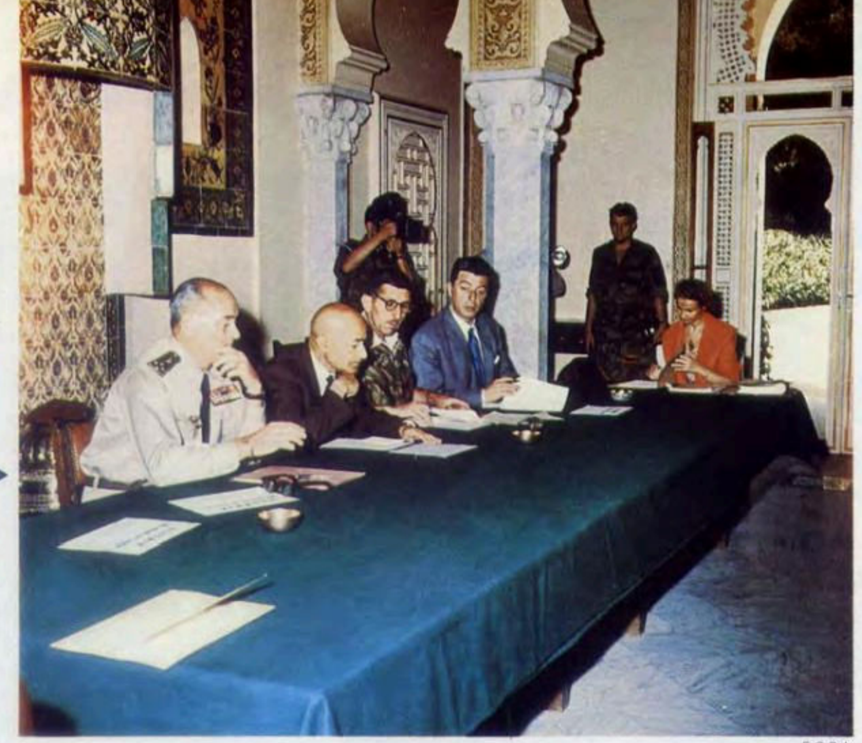
A cet égard, la directive de Salan du 23 mai ne manque pas de netteté : « Emanation de la volonté unanime de toute la population d'Algérie et du Sahara, fermement décidée à demeurer française, ils procèdent donc de la souveraineté populaire [...]. Ils ont pour but de restaurer la grandeur et l'indépendance de la patrie, de conserver intact le patrimoine national, de permettre la mise en place d'un gouvernement de salut public présidé par le général de Gaulle pour promouvoir et défendre la réforme profonde des institutions de la République française, de cimenter l'unité existant entre toutes les populations de la République et de l'Union française, sans distinction d'origine, de race ni de religion. »

En somme, les comités aideront l'armée à réaliser son rêve : remettre à

Caumerie-Vital-Camus/Paris-Match


◄ Séance de travail au C.S.P. d'Alger. A gauche de Massu, le colonel Thomazo. Dès le 6 juin, à Oran, de Gaulle invitera les C.S.P. à ne pas substituer leur action à celle de l'autorité. Le véritable rôle des C.S.P. est de faire connaître les vœux de la population, d'aider l'armée dans sa lutte et d'assurer la liaison entre population et commandement.

◀ Le Comité de salut public d'Alger pose, au grand complet, pour la postérité. Sa constitution avait été annoncée à la foule algéroise en délire massée sur le Forum le 13 mai à 20 h 45.


E.C.P.A.

Le palais d'Été à Alger. A l'intérieur siège le Comité de salut public que préside Massu. Avec la venue au pouvoir de De Gaulle, les C.S.P. perdront peu à peu de leur influence. ▶


A.-C. Grécourt

une France régénérée une Algérie pacifiée, fraternelle.

Cette tâche, nombre d'officiers vont s'y adonner avec passion, même si, après le 3 juin, les comités adoptent, suivant l'expression de Massu, un « régime de croisière ». Les comités offrent une occasion unique de confronter les points de vue des musulmans et des Européens, de faire admettre à ceux-ci le prix à payer pour une intégration véritable : collège unique, égalisation progressive des chances et des salaires. Dans cette optique, les comités tiennent une place de choix dans la guerre révolutionnaire.

Cependant, dès les premiers jours de l'existence du nouveau gouvernement, l'inquiétude commence à ronger les C.S.P. Sur les deux points qui constituent la base de leur programme, l'intégration et la fin du « système », une terrible équivoque s'installe. Le général refuse de prononcer le mot fatidique, et c'est avec stupéfaction que l'on voit de grands ténors de la IVe République, comme Guy Mollet et Pierre Pflimlin, se retrouver dans la nouvelle équipe. D'autre part, de Gaulle ne cache pas l'impatience que lui inspirent ces comités. « Ils ne représentent qu'eux-mêmes », déclare-t-il. Visiblement, il les tolère pour le moment, mais ne veut pas tenir son pouvoir de leur autorité ni se laisser dicter sa conduite. A la première incartade, il entend leur adresser un sévère rappel à l'ordre.

L'occasion se présente au lendemain même du fameux « Je vous ai compris ». A la radio d'Alger, Delbecque lui-même désire marquer un « coup d'arrêt » et apporter un *oui* conditionnel au nouveau gouvernement. Il ajoute : « Princes du *système*, ne comptez pas étouffer la révolution, car nous n'avons pas franchi le Rubicon pour y pêcher à la ligne. Nous irons jusqu'au bout de ce que nous avons entrepris le 13 mai. » Quelques jours plus tard, une motion du Comité de salut public demande « la disparition de tous les organes administratifs marquant un particularisme algérien » et préconise la disparition des partis.

Neuwirth a beau préciser qu' « il ne s'agit ni d'une déclaration de guerre ni d'un défi au général de Gaulle », l'affaire n'en vaut pas moins une volée de bois vert à ses auteurs et l'incident est jugé « fâcheux et intempestif » par le chef du gouvernement. Le général en profite pour préciser ses directives quant à la mission des comités : « Il ne leur appartient pas de se substituer aux autorités ni d'empiéter sur leurs attributions. Pas un seul d'entre vous ne voit à quel point l'autorité doit être incontestée ici. Vous n'allez pas continuer à faire la révolution. Ce que vous avez à faire, c'est de gagner les esprits à l'unité nationale, à la réforme française, à l'appui au général de Gaulle, sans, d'autre part, lui forcer la main. »

Un texte virulent

C'est clair, du moins pour les gaullistes des comités, qui ne se le feront pas dire deux fois. Dès lors, entre la fidélité au général et la fidélité à leurs idées, ils choisiront la première, même si ce choix entraîne des coupes sévères dans leurs rangs. De Gaulle vient donc de marquer un point. Une fissure de taille apparaît dans les comités. Une ▶

Ch. Courrière/Paris-Match



◀ Lorsque de Gaulle donnera l'ordre aux militaires de se retirer des C.S.P., le colonel Thomazo, comme les autres officiers, obéira sans protester.

E.C.P.A.



L'agitation règne à Alger où une grève a été organisée pour le 16 octobre à la suite du retrait des militaires des C.S.P. La grève sera finalement annulée. ▶

En Algérie, la vie continue, le calme règne. A Bouïra, petite ville de Grande Kabylie, c'est le jour du marché.



Marché également à Marnia, où se vendent parfois des nattes d'alfa et de laine des Beni-Snous.



Le marché de Marnia, qui a lieu tous les mardis et vendredis, crée une vive animation dans cette petite ville proche de Tlemcen.

seconde incartade va lui permettre d'élargir la brèche. Le 23 juillet, les activistes, et eux seuls, expriment ouvertement leur déception :

« Toutes les forces du *système*, un instant annihilées, se ressaisissent et se conjuguent pour étouffer le grand élan patriotique du 13 mai 1958... Les membres soussignés du Comité de salut public du 13 Mai rappellent solennellement que, dans les motions 19 et 20, ils avaient exprimé la volonté de voir disparaître définitivement les partis politiques qui ont fait tant de mal à la France. Ils estiment de leur devoir de faire connaître au peuple, qui leur a fait confiance, qu'ils ont fait le serment de continuer la lutte jusqu'à ce que leurs buts soient atteints... Entre le retour au *système* et la tentation fasciste, il y a place pour l'ordre corporatif. »

A Paris, on n'apprécie nullement ce texte virulent. Le général Salan, convoqué par de Gaulle, se voit obligé de déclarer qu'il n'a jamais eu connaissance de cette motion, pas plus que le général Massu. En fait, de Gaulle, excédé par ces comités et faute de pouvoir les dissoudre sur-le-champ, veut les affaiblir de l'intérieur et, pour le moment, il compte sur l'armée pour les tenir en lisière. Pour l'heure, il peut être tranquille. L'armée se tait et se montre relativement satisfaite. Son unité a été préservée et elle se sent commandée. La manne dont elle bénéficie n'est pas étrangère à son comportement. Une pluie d'étoiles et de décorations a récompensé Salan, Massu et bien d'autres. Les décrets du 28 juin confirment officiellement « à titre provisoire » les pouvoirs qu'elle détenait depuis 1957. Salan se trouve investi des fonctions de délégué général ; Allard est nommé superpréfet d'Alger ; Massu préfet... Si un malaise existe, il se manifeste surtout aux échelons inférieurs, parmi ceux qui sont engagés dans la guerre psychologique ou qui participent aux séances des comités. Ce n'est pas tellement le maintien des partis qui inquiète que les ambiguïtés au sujet de l'Algérie française.

Le général a beau multiplier les voyages, les allocutions, le mot magique ne passe pas. On colporte même des paroles inquiétantes. De Gaulle aurait dit à Zeller : « Je sais que vos camarades se passionnent pour l'Algérie, mais je sais qu'il y a une solution moyenne, l'association. L'intégration, ça ne veut rien dire, l'indépendance serait un désastre. »

« En dérangement »

Le colonel Lacheroy constate avec inquiétude que les films d'actualités consacrés aux journées de fraternisation sont mis sous le boisseau à Paris. Il n'est plus question de passer des microsillons avec les bandes d'enregistrement des journées de mai et de juin.

D'autres décisions prises par le gouvernement au cours du mois d'août paraissent inquiétantes, ne serait-ce que la création en Algérie d'une commission centrale de contrôle destinée à surveiller les opérations du référendum ou le rétablissement de la commission de sauvegarde, en principe « pour faire face à une campagne organisée par certains contre l'armée » ou « pour rétablir la vérité ». Ces inquiétudes s'expriment sans ambages dans un article du journal *le Bled*, organe des services psychologiques : « Le 13 mai, jour de rénovation, de fraternité, d'union a trouvé son aboutissement dans le retour au pouvoir du général de Gaulle. Mais la lutte n'est pas terminée. Les amis du « système », ralliés bien tardivement au général de Gaulle, n'ont pas désarmé. Ce dernier a fait renaître l'autorité au sein de l'Etat, mais le régime corrompu de la IVe République ne sera définitivement aboli que lorsque 55 millions de Français diront *oui* au référendum que proposera le général de Gaulle. »

Pour l'armée et nombre d'activistes encore, le référendum constitue le suprême espoir. Son succès dissipera le malentendu. Ce sera la justification de l'intégration, attendue par de Gaulle, à n'en

Lucien Neuwirth. ▶ Il a sincèrement cru au 13 Mai. Mais, tout en déplorant le départ des militaires des comités de salut public, il refusera de se dresser contre de Gaulle.



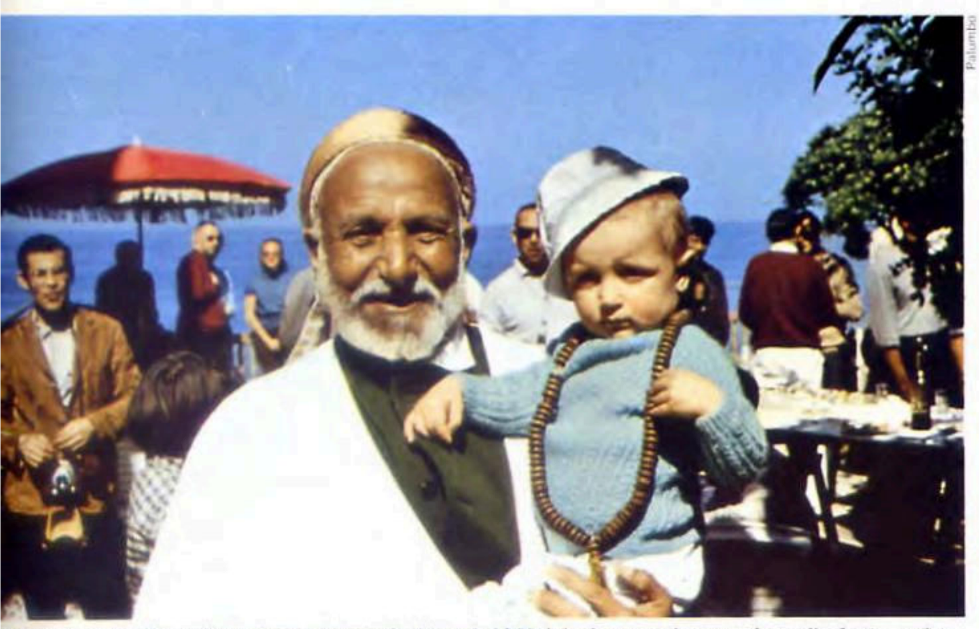


Image d'une Algérie pacifique, image rêvée par les héros du 13 Mai : le vieux musulman souriant et l'enfant européen...



Cours de géographie : aujourd'hui, on étudie les climats.



Rentrée chez les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul à Alger.



A Bougie, les enfants se baignent joyeusement. Le ciel est d'un bleu profond, la mer chaude. Que leur importe si le baromètre politique est déjà en baisse ! Que leur importe si de Gaulle ne parle ni d'intégration ni d'Algérie française !



La première communion à El-Biar. « Paix sur la terre aux hommes de bonne volonté... » Mais pour combien de temps ?

pas douter... L'erreur est profonde. Pour le chef du gouvernement, le succès éclatant du *oui* permet de sortir de la phase de transition. Fort de l'assentiment massif du pays, de Gaulle peut abattre ses cartes. L'avenir de l'Algérie, ce sera l'association, une place de choix dans la communauté et, en attendant, le retour à la normale pourra s'effectuer ; et c'est le discours de Constantine.

Le choc est brutal. Les yeux se dessillent ; avec l'association, on en revient à Mollet, à Gaillard, à Pflimlin ; ou plutôt non, avec l'ambiguïté qui a caractérisé son retour au pouvoir, le général de Gaulle a réussi une intégration : celle des Européens aux Algériens, et non celle de l'Algérie à la France. Après le collège unique, le discours de Constantine ébranle les privilèges économiques et sociaux des Européens.

Le comité de Constantine entend réagir aussitôt. Il envoie une délégation auprès du chef du gouvernement, mais elle ne peut franchir les grilles de la préfecture. De Gaulle refuse de la recevoir. Quant au message adressé au C.S.P. d'Alger, il ne peut être acheminé, les lignes étant en « dérangement ». Ce n'est que partie remise. On peut s'attendre à des manifestations d'une tout autre ampleur.

Mais de Gaulle va prendre les comités de vitesse. Le 14 octobre, la presse d'Alger se fait l'écho d'une lettre adressée par le général à Salan, suivie d'instructions pour la préparation des élections en Algérie : « L'intérêt supérieur du pays, précise de Gaulle, exige que la consultation ait lieu dans des conditions de liberté et de sincérité absolues et que les listes représentatives de toutes les tendances — je dis de toutes les tendances — puissent solliciter concurremment et au même titre les suffrages des électeurs. Toutes les opinions devront pouvoir s'exprimer et tous les candidats pouvoir se présenter et faire campagne, quels que puissent être leurs programmes, y compris en ce qui concerne le statut ou le destin de l'Algérie. Les saisies de journaux locaux ou métropolitains ne pourront être ordonnées que si les articles incriminés sont de nature à entraîner des poursuites judiciaires. Le but à atteindre est que se révèle librement une élite politique algérienne. »

Le coup est sévère, mais la suite ne l'est pas moins. En quelques lignes, les officiers sont invités à quitter les comités de salut public. « Le moment est venu où les militaires doivent cesser de faire partie de toute organisation qui revêt un caractère politique, quelles que soient les raisons qui, dans les circonstances qu'a traversées l'Algérie depuis le mois de mai, aient pu exceptionnellement motiver leur participation. Rien ne saurait plus justifier désormais leur appartenance à de telles formations. Je prescris qu'ils s'en retirent sans délai. »

Dès le 14 octobre, au matin, c'est



Palacio

Dans l'Atlas saharien, des « commandos marine » en opération. Pour le combattant, la guerre se poursuit. C'est toujours les patrouilles dans le djebel, sous le soleil... Pour le nomade, la vie s'écoule, immuable.



René Bail

toutes les illusions se sont dissipées...

chose faite, non sans grincements de dents. Pour nombre d'officiers, c'est non seulement un traumatisme, un « déchirement moral », mais le sentiment d'une faute politique grave. Le lien quotidien entre l'armée et les représentants des deux communautés vient d'être coupé, et rien désormais ne viendra plus tempérer les coups de tête, les passions des activistes. Une digue vient de sauter. « Ce rôle de digue, devait dire Massu, il a fallu le jouer longtemps après le 13 Mai. Le général de Gaulle a jugé bon, quatre mois après la création des C.S.P., qui étaient pourtant une structure excellente pour l'Algérie et qui permettaient à l'armée, en particulier, de jouer son rôle de ciment entre les communautés, a jugé bon d'ordonner aux militaires de quitter ces comités. Avec discipline, tout le monde, derrière moi, est parti immédiatement. Cela n'a d'ailleurs pas été sans un déchirement, car nous nous rendions parfaitement compte de l'intérêt que représentait notre présence à nous, militaires, auprès de nos camarades civils d'Algérie. »

A Soustelle, la mesure apparaît plus que discutable. « La présence des militaires dans les C.S.P. [...] établissait un lien quotidien constant entre l'armée et la population civile. Elle permettait bien souvent aux militaires d'éviter des erreurs, des outrances, des fautes tactiques. Elle permettait aux militaires de savoir, sans avoir besoin de le rechercher trop loin, ce que pensaient, ce que voulaient les interprètes de la population. Je crois que la première blessure a été celle-là et qu'en liquidant, en somme, les comités de salut public on a commis, il faut le dire, une erreur. »

En attendant, les activistes entendent bien réagir. Leur irritation est d'autant plus grande qu'en métropole toute la presse, celle de gauche en particulier, approuve les décisions du 14 octobre. Mendès-France déclare notamment : « Les instructions du général de Gaulle, telles que nous les lisons dans la presse, constituent un fait nouveau dont les suites peuvent être très importantes. Sans doute ne connaissons-nous pas le détail de ces instructions, et encore moins les conditions dans lesquelles elles seront appliquées sur place. Mais les intentions qui apparaissent, les décisions de principe annoncées, vont dans le bon sens. Une voie peut s'ouvrir vers la détente et la paix. »

Un ultime espoir

Les activistes décident d'appeler la population d'Alger à la grève générale pour le 16 octobre. Mais ils ont compté sans les gaullistes et les militaires. Neuwirth et ses amis, après avoir rallié les anciens combattants, réussissent à conjurer une manœuvre qui risque de déboucher sur un affrontement entre les deux communautés. Surtout, l'armée ne marche pas. Massu fait savoir qu' « il s'opposerait à toute tentative de provoquer des troubles sur la voie publique ». L'ordre de grève est annulé. A Paris, on s'en félicite. Les socialistes, les radicaux, les M.R.P., les gaullistes de gauche ne cachent pas leur satisfaction. *L'Humanité* va jusqu'à écrire que « la décision prise par le général de Gaulle a été accueillie à juste titre favorablement par l'immense majorité de l'opinion française ». Cette décision semble même ouvrir la voie à un règlement pacifique du problème algérien. Le F.L.N. ne se déclare-t-il pas prêt à négocier un cessez-le-feu sans poser le « préalable de l'indépendance » ? En tout cas, la facilité avec laquelle s'est effectué le départ des officiers semble plaider en faveur du caractère artificiel des comités.

En réalité, on est loin de compte. A Alger, on remâche sa rancœur. Toutes les illusions se sont dissipées, qu'il s'agisse de l'intégration ou de la disparition du « système ». On se berce d'un ultime espoir : gagner la bataille des élections et envoyer à l'Assemblée nationale une cohorte compacte de députés européens et musulmans convertis à l'intégration. Mais, à plus long terme, une autre tâche attend les activistes : faire sortir la population européenne de l'engourdissement où elle est encore plongée, et surtout « faire basculer l'armée », gagner l'appui des colonels qui savent déjà qu'ils ont été floués et que l'association ne peut indubitablement que déboucher sur l'indépendance à plus ou moins longue échéance. H

Philippe MASSON

LE NOËL DU SERGENT



Dans leur « piaule », en général décorée de pin-up dénudées, des soldats ont garni un arbre de guirlandes et de boules brillantes pour célébrer dignement Noël. A Aïn-M'Lila, comme dans le petit village de Takerboust, en Grande Kabylie, perdu dans les neiges, on s'apprête à fêter la naissance de Jésus-Christ. Pour tous, le temps d'aimer est venu.

Nous étions cinq, affectés à la Section administrative spécialisée. Une bonne planque, ces S.A.S. Elles avaient été créées pour remédier à la sous-administration du pays et notre patron, Vincent, était censé faire office de sous-préfet, encore que dans l'armée, il n'eût que le grade de sergent.

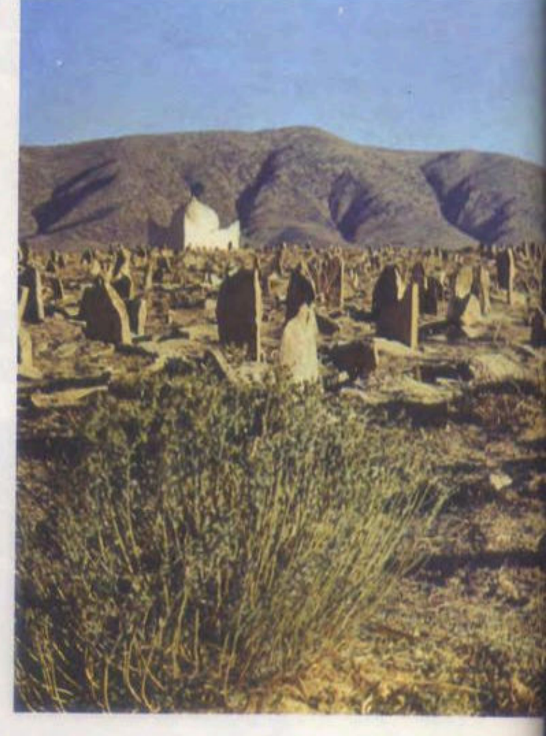
C'était la veille de Noël. Mes quatre camarades, deux instituteurs, un moniteur agricole dans le civil et le caporal interprète, jouaient à la belote dans la chambrée. Quant à moi, plutôt fatigué de nature et peu enclin aux travaux intellectuels, je m'étais étendu tout habillé sur mon lit de camp et tuais le temps en lisant un ciné-roman. Les photos de belles filles, ça vaut une piqûre de morphine. Je peux le dire en connaissance de cause; je n'ai pas eu la chance de réaliser mon rêve ▶

◄ Ces femmes, drapées dans leurs haïks fleuris, traversent d'un pas rapide le village. Des femmes sans âge ni formes. Un œil seul est visible. Unique concession du mari. Il faut bien voir.

Le soleil se lève ► sur la campagne déserte. La neige recouvre le sol durci par le gel de la nuit. Une neige tôlée qui exige des conducteurs de l'habileté et de la prudence.

Derobert

Les marabouts de Bou-Alam dans la région de Figuig au sud de Sidi-Bel-Abbès. Au fond, le massif du Touilet-Makna qui domine les monts des Ksour à une altitude de 1 977 mètres. ▼



le caporal avait un complexe : il n'aimait pas qu'on lui dît qu'il s'était rengagé

être un grand chirurgien, mais j'ai quand même réussi à obtenir un diplôme d'infirmier.

Vincent est entré dans la chambrée.

— Ça pue ici, Garcia! dit-il, en passant près de mon lit, tu ne pourrais pas enlever tes rangers pourries... ou, tout au moins, coller une couverture dessus? Il y a belle lurette que j'ai renoncé à t'apprendre à te laver les pieds. Mais un peu de pudeur quand même! Trop, c'est trop!

Tout roussi

Le patron croit à la propreté et, sans s'en rendre compte, il passe son temps à me froisser. Ce n'est pas que je ne me lave jamais les pieds, mais ils ont tendance à transpirer, et puis j'ai une mycose rebelle, de petits champignons entre les orteils qui se transforment en cloques douloureuses et malodorantes. Mais comment faire comprendre cela à quelqu'un qui ne s'est jamais intéressé à la médecine?

— Alors, Serpat, lui lança l'interprète, on va s'en mettre plein la gueule au mess des sous-offs, ce soir?

— T'occupe pas, lui répondit Vincent, en regardant dans son jeu. Essaye plutôt de jouer sans tricher!

— Tricher, moi? Je vous prends à témoin, les gars. Parce que c'est gradé, ça se croit permis de casser les pieds à tout le monde.

— Je te casse peut-être les pieds, mais moi je suis pas un rempilé.

Le caporal-interprète avait un seul complexe : il n'aimait pas qu'on lui rappelât qu'il s'était rengagé.

— Rebelote! annonça-t-il en abattant sa dame de carreau, comme si Vincent n'existait pas et n'avait jamais existé.

Les deux instituteurs jouaient prudemment, ne se risquant à prendre que quand ils avaient tous les atouts. Ils suivaient fidèlement les principes moraux qu'ils tentaient d'inculquer avec quelques rudiments de grammaire et d'histoire de France, aux cent cinquante gosses du village. C'était donc toujours le caporal qui gagnait. Il termina la partie en prenant un as de trèfle avec un sept de carreau.

— Atout, ratatout et dix de der, paf dans ma fouille! Eh ben, les gosses sont en bonnes mains! Avec des maîtres comme vous, ils peuvent seulement rester des cloches. Ça suffit comme ça pour aujourd'hui. Je vais au foyer avec le sergent, je rentrerai dans une demi-heure, une heure. Disons 9 heures. S'il y avait quelque chose, Garcia viendra me chercher.

Tout infirmier que je suis, personne ne me respecte. Je suis un peu la bonne à tout faire. C'est moins fatigant de supporter l'injustice que d'entamer la discussion.

César sortit sur les pas du caporal César, c'est le chien. On le respecte. Il appartenait à un petit fermier du coin. Une nuit de l'hiver de 1956, les rebelles

Papin



Col. Meyer

ont fait irruption chez le vieux bonhomme, l'ont égorgé et mis le feu aux bâtiments. Le lendemain, une patrouille a découvert, au milieu des cendres encore chaudes, César, tout roussi, l'arrière-train paralysé par une balle de 9 mm, pleurant près du cadavre calciné de son maître : il était le seul survivant de tout le personnel de la ferme. Le sous-lieutenant vétérinaire le soigna. César resta boiteux, mais reprit goût à la vie. La S.A.S. l'adopta. Il monte la garde et si quelque visiteur, non attendu, tourne dans les parages, il grogne et montre les crocs, comme s'il avait gardé une solide rancune contre les agresseurs de son maître et leurs pareils.

Sous la couverture : une femme

Il y eut quelque chose.

Je courus au foyer prévenir Vincent.

— Le maire est venu m'annoncer que sa belle-sœur venait d'avoir une hémorragie. J'y suis allé, j'ai fait une piqûre à la fatma, mais il faut l'évacuer tout de suite sur Sidi-Bel-Abbès.

— Bon Dieu! gueula le caporal, ils nous foutront jamais la paix! De toute façon, c'est pas faisable : on n'aura pas d'escorte le soir du réveillon et à trois, en pleine nuit, avec la 2 CV qui foire, on est bons pour se faire égorger au col ou aux falaises.

— On va aller voir, dit Vincent. En route!

Cinq minutes après, on était chez le maire, dans la misérable baraque en pisé, froide et humide, où la femme était allongée sous une couverture.

Dans sa hâte, Vincent, avait oublié de prendre son pistolet à la S.A.S. Moi, j'avais mon fusil, mais pour tout vous dire, j'avais omis d'engager un chargeur dans l'arme et je ne m'étais, évidemment, pas embarrassé des cartouchières.

Le mari, debout, immobile, ses deux grands bras pendant le long de son énorme carcasse osseuse, nous regardait.

— Qu'est-ce qu'elle a, exactement? me demanda Vincent.

— Avec celui-là, je ne me suis pas risqué à l'ausculter. Mais c'est grave. Il suffit de voir sa tête.

— Eh bien, ausculte-la, ordonna Vincent.

— Mais lui?

— Je m'en charge.

Vincent prit le mari par le bras et l'entraîna dehors.

J'examinai méticuleusement la patiente avant de les rejoindre. Pas belle. Vingt-cinq ans peut-être, mais un corps qui n'avait rien de comparable avec les héroïnes de ciné-romans : de quoi vous dégoûter à tout jamais du sexe féminin.

— Voilà mon diagnostic : avortement commis par un charcutier. Ils ont expulsé le fœtus avec des aiguilles à tricoter. Toute la matrice est déchirée. Elle était enceinte d'au moins cinq mois. Elle perd tout son sang. Je ferais bien l'opération, mais avec quoi?

— Nom de Dieu! cria le caporal-chef au mari. Tu crois au père Noël!

Le mari pleurnicha :

— On n'est pas riches et on a déjà cinq gosses. Comment nourrir ma famille, personne ne veut m'engager, on dit que j'ai un frère dans le maquis.

la nuit était claire, le ciel étoilé, un vrai ciel de Noël...



De Geyer d'Orth

◀ Bain dans un casque pour ce petit chiot qu'une compagnie a adopté. Dans les postes isolés, le chien sera souvent le compagnon fidèle du soldat.

Repas de Noël dans la salle des fêtes d'Aïn-M'Lila. Le cuistot s'est surpassé, le vin est bon, l'ambiance joyeuse. La soirée s'annonce bien.

Vincent se tourna alors vers le maire:

— Allez chercher la 2 CV camionnette et prenez toutes les dispositions pour coucher la malade le plus confortablement possible à l'arrière. Vous prendrez à la S.A.S. un matelas et des couvertures. Surtout pas celles de Garcia! Quant à toi, ordonna-t-il au caporal, cours prévenir le capitaine.

La 2 CV était prête pour le départ, avec l'instituteur-chauffeur au volant, quand le caporal revint.

— Le capitaine vous interdit formellement de quitter le camp. C'est Noël aujourd'hui. On ne peut pas mobiliser une section pour nous escorter.

— On part quand même, décida Vincent.

— Attention, sergent, si vous désobéissez aux ordres, c'est le falot!

— Le falot, je m'en fous! Avant tout, soyons lucides. Nous avons la responsabilité du village. De deux choses l'une : ou nous passons, et la population nous respectera parce que nous aurons fait la nique aux rebelles, ou nous y restons — et ta patiente aussi —, et c'est les rebelles qui seront responsables de sa mort. Le mari et ses frères en tireront les conclusions. De toute façon on est peut-être des militaires, mais on est aussi des hommes : je me refuse à laisser crever une femme... Vous êtes d'accord?

Tel un mustang

Vincent, on le blague, mais même le caporal le respecte.

Nous montâmes dans la 2 CV. Les roues avant patinèrent dans la neige. Le véhicule se cabra sur la droite, tel un mustang pris au lasso.

— Mets-toi directement en seconde, conseilla Vincent.

L'instituteur-chauffeur suivit ce conseil. Cette fois, la Citroën démarra sans heurt. Direction plein nord, vers l'intersection des pistes conduisant à Sidi-Bel-Abbès et à un centre de regroupement voisin.

Arrivé au croisement, le chauffeur ralentit et repassa la deuxième avec une grande prudence car, ici, la neige était tôlée, par suite des nombreux G.M.C., qui souvent s'arrêtaient là pour donner aux convois le temps de se reformer.

La nuit était claire. Une nuit de gelée. Le ciel étoilé, un vrai ciel de Noël, pesait sur la campagne déserte. Les pins, bordant la piste, ployaient sous la neige. Personne ne disait rien. Je tâtais sans arrêt le pouls irrégulier de la malade et essuyais les gouttes de transpiration sur son visage déformé par la douleur. L'instituteur était entièrement absorbé par la conduite sur la piste, parfois aux trois quarts ensevelie dans une congère, changeant de vitesse chaque fois que la lueur incertaine des phares faisait miroiter une plaque de verglas.

Vincent n'arrêtait pas de fixer les bas-côtés de la route. Je devinais qu'il avait la frousse, à la façon dont il nous regardait tous les trois, l'instituteur, le caporal et moi. Nous étions responsables de la vie du village, mais il se sentait, aussi, responsable de nos vies à nous.

Je me souvenais de lui quand il était arrivé : un basochard insignifiant, incapable de comprendre la souffrance humaine. Petit à petit, il avait rejeté sa conscience étriquée de potache couvé par une famille bourgeoise pour devenir, ni Nimbus ni Tarzan, un homme.

A la forêt des sapins succédèrent des champs recouverts de neige. Encore quelques minutes et nous nous engagerions dans l'ascension du col, un défilé entre des falaises rocheuses.

Encore quelques minutes et nous serions une cible facile pour les rebelles qui dressaient constamment des embuscades.

Pour fêter Noël, ces petites filles ont revêtu leur plus charmante robe, noué bien sagement leurs cheveux et mis des anneaux à leurs oreilles. ▼



ECPA

F. de Préville



◀ Autour du véhicule de la Croix-Rouge, les enfants d'un village se sont rassemblés. Les équipes de la C.-R. font un travail magnifique, mais elles ne sont pas assez nombreuses. Souvent, ce sera le soldat qui apportera à la population les bienfaits de la médecine moderne.



Marchadier

— Attention à l'oued! dit Vincent, ce n'est pas le moment de rester bloqués.

Le chauffeur hocha la tête. Il connaissait l'endroit : avant d'attaquer le col, la piste traversait un oued dans toute sa largeur. Par temps de pluie, c'était un véritable bourbier et même par temps sec, il fallait prendre ses précautions. Plus d'un G.M.C. s'y était embourbé ou ensablé jusqu'au châssis.

Le véhicule bondit

Le chauffeur lança le véhicule d'un coup brusque d'accélérateur. Les deux roues avant patinèrent et s'enfoncèrent jusqu'aux essieux dans le lit de l'oued.

— C'était bien la peine de t'avertir! observa Vincent. Maintenant, éteins tes phares et coupe le contact. Faut faire vite avant que rappliquent tous les fells du coin. Décoinçons la voiture et tâchons de la hisser sur un terrain plus solide.

Non sans peine, nous parvînmes à soulever l'arrière, puis l'avant. Le caporal rouspétait, comme d'habitude. Vincent le fit taire.

Le chauffeur se remit au volant, tandis que nous poussions à l'arrière de toutes nos forces. Soudain, le véhicule bondit en avant. Le chauffeur donna un coup d'accélérateur... l'oued était franchi. Il continua de rouler — il ne fallait surtout pas s'arrêter, car la piste montait dur. Nous courûmes et parvînmes, tout essoufflés, à sauter dans le véhicule en marche.

Nous arrivâmes au défilé. Des arbustes et des buissons épineux, accrochés comme par miracle aux parois qui nous surplombaient, nous visaient de leurs branches comme des fells avec leur F.M.

— Encore une chance que le convoi d'approvisionnement soit passé ce matin, remarqua Vincent.

— En effet, approuva le chauffeur, car avec ces congères...

Il ne termina pas sa phrase. Dérapant sur une plaque de glace, la Citroën se déporta à gauche, accrochant le talus de pierre. Elle zigzaguait dans tous les sens. Oubliant ses bonnes manières habituelles, l'instituteur-chauffeur jura grossièrement. Le père Noël en prit pour son compte et même le bon Dieu! Cependant, ils ne lui en tinrent pas rigueur, car ayant levé son pied de l'accélérateur tout en gardant le contrôle de sa direction, il réussit à remettre la voiture dans le droit chemin.

Malgré des virages à angle droit, la descente se fit sans difficulté. Arrivé dans la plaine, le chauffeur, pour la première fois, passa la surmultipliée. Le visage de Vincent perdit son expression angoissée.

— Ça va, les gars. Le plus dur est passé.

Il nous tendit son paquet de troupes.

— Une cigarette, rien de tel pour se décontracter.

— Il manque le petit verre d'alcool, remarqua le caporal-chef.

Après 3 kilomètres de plaine, nous atteignîmes le premier douar. Pas une lumière, pas un bruit, aucun signe de vie humaine. Un peu plus loin, la piste débouchait sur une véritable route goudronnée. Ici, pas de neige. L'aiguille du compteur oscilla entre 90 et 95 kilomètres à l'heure.

Le sous-lieutenant ne voulut rien entendre

Le pouls de ma malade était nettement plus régulier : pas de doute, mes soins faisaient leur effet. A toute vitesse, nous traversâmes un village. Quelques Européens revenaient de la messe de minuit, protégés par une forte escorte de militaires en armes.

Enfin, la bifurcation vers la nationale de Sidi-Bel-Abbès. Ma malade recommençait à geindre. Malgré les cahots, je retirai de ma trousse médicale une ampoule et une seringue et, pinçant un morceau de chair sur son avant-bras squelettique, je lui fis une piqûre avec mon habileté coutumière. Elle se rendormit rapidement. Son courage, son absence de révolte devant les coups du destin faisaient mon admiration. Le fatalisme musulman, peut-être. Certains chrétiens, pourtant, n'en étaient pas dépourvus non plus.

Trente minutes plus tard, nous parvenions à Tirman. A la sortie du village, nous dûmes nous arrêter devant un barrage de gardes mobiles. Nous n'avions ▶



Pouvet

La ville de Sidi-Bel-Abbès, située à 82 kilomètres d'Oran, sanctuaire de la légion étrangère. Pour amener à l'hôpital de Sidi-Bel-Abbès une musulmane agonisante, le sergent Vincent, la nuit de Noël, se lancera dans une course folle à travers les pistes glacées du djebel, sans escorte, sans ordre de mission, sans arme. Une nuit claire, étoilée, où les hommes sont une cible parfaite pour les fellaghas. ▶

le capitaine avait peur de gâcher son réveillon

pas d'ordre de mission. Le sous-lieutenant ne voulut rien entendre des explications vaseuses de Vincent. Avec son P.P. 8, il appela les autorités supérieures pour rendre compte qu'il avait arrêté une voiture avec, à son bord, quatre hommes portant des uniformes français, plus une femme arabe. Après une dizaine de minutes d'attente, une jeep arriva en trombe. Un jeune capitaine en descendit. Une fois de plus, Vincent tenta de lui expliquer la raison de notre randonnée. La crainte, sans doute, de gâcher son réveillon par une enquête interminable amena ce capitaine à nous laisser repartir. Il remonta dans sa jeep, non sans dire à Vincent ce qu'il pensait de son initiative : il fallait être disons un... illuminé pour se balader, sans escorte et sans armes, la nuit de Noël, en plein djebel avec une moukère agonisante alors qu'il n'avait aucune chance de l'amener à temps dans un hôpital!

A 1 h 30, nous traversions sur les chapeaux de roue un Bel-Abbès, désert et silencieux.

A 1 h 40, nous étions devant le portail en fer de l'hôpital civil pour musulmans. Un concierge complètement affolé par nos hurlements, se décida enfin à nous ouvrir à 1 h 55.

Ce vieil homme ▶ sur son petit âne qui trottine tranquillement revient de la corvée d'eau. Spectacle familier aux soldats dans le bled. Dans toute l'Algérie, on peut voir des fellahs, à califourchon sur des bourricots parfois faméliques, aller et venir d'un douar à l'autre ou se rendre à la ville voisine.



Médard

Recroquevillés sur le matelas sanglant

Vincent et moi, portant la malade sur un brancard que j'avais déniché dans un réduit insoupçonnable pour quelqu'un d'autre, nous mîmes à arpenter tous les couloirs de l'hôpital à la recherche d'un médecin. Enfin, j'en découvris un, qui écouta avec intérêt la description que je lui fis des syndromes que j'avais observés : un homme intelligent, qui se rangea sans discussion à mon diagnostic.

La malade fut immédiatement admise. Il n'était pas 2 h 30 quand on lui fit la transfusion sanguine que j'avais prescrite. Au petit matin, elle était opérée.

Le chirurgien nous expliqua les détails d'une opération particulièrement délicate, mais heureusement réussie. La malade était sauvée mais il lui faudrait, toutefois, une longue convalescence. Pendant ce temps, au moins, pensais-je, elle pourrait bénéficier d'un régime alimentaire convenable.

— En tout cas, me dit le médecin, je tiens à vous féliciter. Vous avez fait une course contre la montre et vous l'avez gagnée. Si vous avez un autre cas de ce genre, vous serez toujours les bienvenus et je vous promets un couscous dont vous garderez longtemps le souvenir.

— Merci, toubib, dit Vincent au médecin-capitaine. Pour le moment, on a plutôt besoin d'un bon café et d'un petit remontant. Je vous invite. C'est ma tournée.

L'officier déclina cette invitation.

— Ce n'est pas pour vous offenser, mais j'ai une magnifique appendicite qui m'attend.

Une heure plus tard, nous étions sur la route du retour.

Vincent, au volant, sifflotait le dernier succès de Bob Azzam, *Chérie je t'aime... Chérie je t'adore*... Le caporal-chef et l'instituteur ronflaient, recroquevillés comme deux petits chiens sur le matelas sanglant qui avait servi à transporter la malade.

Les premiers rayons du soleil crevèrent la couche des nuages. Les sommets du djebel Tenira, couverts de neige, émergèrent de la brume laiteuse. La chaude brise du sud fit frissonner les branches des oliviers et des citronniers bordant la route. La journée s'annonçait belle. Un paysan arabe, à califourchon sur son bourricot décharné, traversa la route. Vincent écrasa le frein et donna un coup de volant pour les éviter. Un juron lui échappa. Le fellah, nullement impressionné, continua son chemin sans un regard pour le véhicule et sans s'arrêter.

— Ça alors! s'exclama Vincent, il n'est pas nerveux, le bonhomme!

Dans le rétroviseur, il aperçut deux visages ahuris. Le caporal-chef et l'instituteur, réveillés par l'embardée de la voiture, le regardaient sans comprendre. Il fut pris d'un fou rire irrésistible...

... Un mois plus tard, le sergent Vincent Serpat fut cassé et condamné à quarante-cinq jours d'arrêts de rigueur, puis affecté à une unité de commandos de chasse du secteur. J'appris par la suite qu'il avait été tué en opération.

De ce fait, le maire et les habitants du village, ne comprenant pas pourquoi on avait condamné cet homme, pour qui ils éprouvaient respect et affection, ne manifestèrent désormais que peu de considération pour l'armée française.

Le pauvre sergent Vincent n'avait pas pensé à tout quand il s'était efforcé de raisonner « avec lucidité ». H

Christian GRÉGOIRE

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Roger Brimeur*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE (novembre 1958)

FRANCE

2 : manifeste de l'U.N.R.
8 : de Gaulle visite les régions du Gard touchées par les inondations.
11 : discours du président Coty à Rethondes.
14 : accords commerciaux franco-soviétiques.
20 : arbitrage budgétaire du général de Gaulle, entre Antoine Pinay et les ministres « dépensiers ».
22 : André Malraux part pour un voyage en Asie.
23-30 : premier et second tour des élections législatives : raz de marée à l'U.N.R. qui enlève 206 sièges, succès des indépendants (118 sièges). Sérieuse défaite communiste (10 sièges) et recul socialiste (44 sièges).
24-28 : proclamations des républiques africaines au sein de la communauté : Soudan, Sénégal, Congo, Tchad, Gabon et Mauritanie.
30 : création du Comité de la recherche scientifique.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

3 : victoire électorale du parti Mapai de Ben Gourion en Israël.
5 : intervention gouvernementale marocaine en faveur de Ben Bella.
5 : arrestation du colonel Aref en Irak.
10 : attaque de l'avion du roi Hussein par des « Mig » égyptiens.
11 : appel du roi du Maroc pour un retour au calme dans le Rif.
14 : mission économique soviétique au Caire.
17 : le Liban retire sa plainte à l'O.N.U. contre la R.A.U.
17 : coup d'État militaire au Soudan.
24 : procès du « complot youssefiste » en Tunisie.
25 : démission du gouvernement marocain.
30 : élections législatives en Algérie et au Sahara.

AMÉRIQUE

3 : élections générales à Cuba.
4 : grand succès des démocrates aux élections américaines.
8 : combat entre insurgés et gouvernementaux à Cuba.
12 : complot antigouvernemental en Argentine.

ASIE

25 : rupture des relations entre le Cambodge et la Thaïlande.
28 : réunion du Comité central du parti communiste chinois : Mao Tsé Toung ne demandera pas le renouvellement de son mandat.

EUROPE

4 : couronnement du pape Jean XXIII.
10 : troubles graves au Congo belge.
14-16 : arrestations de socialistes catalans et de nationalistes basques en Espagne.
16 : la Grande-Bretagne ajourne les discussions sur la zone de libre-échange.
26 : entretiens de Gaulle-Adenauer à Bad-Kreuznach.
27 : crise ouverte à Berlin.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



ALGÉRIE : LES UNITÉS TERRITORIALES

Sommaire

- **Le départ de Salan**

Il avait trouvé une situation sinon désespérée, du moins très sérieuse en arrivant en Algérie, en décembre 1956. Lui qui, avec de faibles moyens, avait réussi à tenir en Indochine, il quittait l'Algérie après deux ans de commandement. Dans quelle situation la laissait-il ?

- **Le réseau Jeanson**

Alors que, peu à peu, l'armée reprenait la situation en main en Afrique du Nord, en métropole se créait un mouvement d'aide au Front de libération nationale. Intellectuels, ecclésiastiques, sympathisants les plus divers s'engagèrent dans ce groupe. Que représentait-il à sa création ?

- **Au cœur de la Grande Kabylie**

Pour nombre d'appelés, le séjour à Alger ne dépassait pas quelques semaines ; dès leur arrivée en métropole, ils étaient dirigés sur la Kabylie. L'un d'eux raconte...

- **Unités territoriales**

Durant des mois et des années, les pieds-noirs, souvent renforcés de Français musulmans, formèrent en Algérie les unités territoriales. Comment furent-elles créées ? Quel appui apportèrent-elles à l'armée régulière ?

- **Omar l'éventreur**

Il avait droit de vie et de mort sur le village d'Aïn-Mahdi. De longs mois il avait fait régner la terreur dans son fief. Tous les jeunes étaient partis de gré ou de force pour le djebel afin de renforcer les rangs de l'A.L.N. puis, un jour, une compagnie française arriva à Aïn-Mahdi...

Dépôt légal 4e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.

L'ÉCHO D'ALGER

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Trois éditions quotidiennes
Directeur général : Alain de SERIGNY
20 francs - En métropole : 25 FRANCS
26, rue de la Liberté — Téléphone : 373-80 à 85
Mercredi 12 Novembre 1958



Armée et territoriaux, anciens combattants et jeunes

L'ALGÉRIE a célébré avec éclat le 40e anniversaire de la victoire

A Alger, un imposant défilé présenté par le général Massu ***a été acclamé par la population***

Le général SALAN dans un ordre du jour : **" Vous avez bien mérité la reconnaissance de la nation une fois encore en poursuivant votre rude tâche de pacificateurs "**

INFORMATION PAGE 10

PHOTOGRAPHIES LOUIS GRECK ROGER RUOTOLO ET CLAUDE VIGNAL
LIRE EN PAGE 10 : Le reportage de M. BAGLIETTO et H. TORREGROSSA



LA JOURNÉE D'HIER DANS LE MONDE

La Jordanie saisit l'O.N.U. de l'agression contre l'avion du roi HUSSEIN

Les Occidentaux : **« L'U.R.S.S. est tenue de respecter les accords sur Berlin »**

L'état de siège est proclamé pour un mois en Argentine

INFORMATIONS PAGE 3

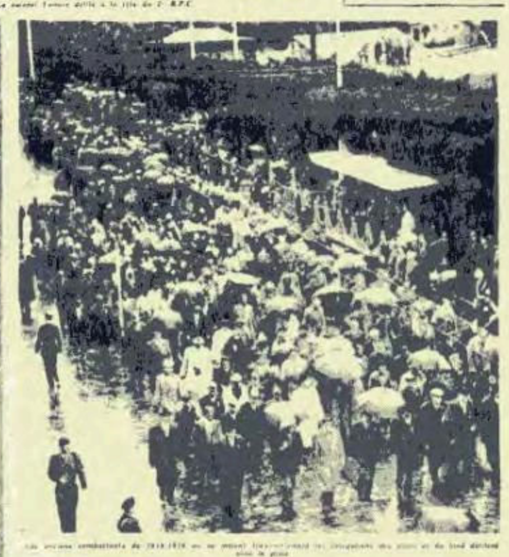
IL RESTE ENCORE QUELQUES HEURES...

ACCUEILLI AU " CARREFOUR " PAR LE GÉNÉRAL WEYGAND

Le président COTY à Rethondes : *"Français, unissons-nous"*

« La jeune France est en marche »

INFORMATION PAGE 3



Au cours d'une émouvante prise d'armes anciens poilus, grands blessés des deux guerres et les hommes **de l'armée d'Algérie ont été à l'honneur**











LIRE EN PAGE 6 : LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION